



RAPPORT ANNUEL

2013-2014

ANNUAL REPORT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

au 31 mars 2014



PRÉSIDENT

BRIAN BOST, CPA, CA, CIA, CGAP, CRMA
Associé, Services-conseils – Gestion des risques
KPMG s.r.l.



VICE-PRÉSIDENT

RICHARD C. KENNEDY, CPA, CA-CISA, CFE, CISM
Chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint
Division de la vérification interne de l'Ontario
Ministère des Finances



TRÉSORIER

STUART NEWTON, CPA, CA
Contrôleur général de la Colombie-Britannique



SECRÉTAIRE

**CAROL DEVENNY, FCPA, FCA, EEE
CPA (ILLINOIS)**
Associée directrice, et leader nationale
Audit du secteur public
PricewaterhouseCoopers s.r.l.



BILL KESSELS, CPA, CA, CMC, CISA, CIA

Associé, et leader Risque, Services au
gouvernement et au secteur public
Ernst & Young s.r.l.



WENDY LOSCHUUK, BA, MBA

Vérificatrice générale adjointe
Bureau du vérificateur général du Canada



BONNIE LYSYK, MBA, CPA, CA, LPA

Vérificatrice générale de l'Ontario



KIM MACPHERSON, CA

Vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick



RON SALOLE

Vice-président
Conseil des normes comptables internationales du
secteur public



MICHEL SAMSON, CPA, CA

Vérificateur général par intérim du Québec



JAMES M. SYLPH, FCPA, FCA, ICD.D

Directeur général
Normes professionnelles et relations externes
Fédération internationale des comptables



JOHN G. WILLIAMS, FCGA

Député fédéral (à la retraite)
Président émérite de l'Organisation mondiale de
parlementaires contre la corruption (GOPAC)

LES COMITÉS DU CONSEIL (AU 31 MARS 2014)

COMITÉ D'AUDIT ET DES FINANCES*

Stuart Newton (Président)
Bill Kessels
Wendy Loschiuk
Kim MacPherson
Jim Sylph

COMITÉ SUR LA GOUVERNANCE*

Richard Kennedy (Président)
Carol Devenny
Bonnie Lysyk
Ron Salole
Michel Samson

COMITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS AU PAYS*

Bonnie Lysyk (Présidente)
Richard Kennedy
Stuart Newton
Ron Salole
John Williams

COMITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS À L'ÉTRANGER*

Michel Samson (Président)
Carol Devenny
Wendy Loschiuk
Jim Sylph
John Williams

* À titre de président du conseil d'administration, Brian Bost siège d'office à tous les comités du Conseil.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

UNE SURVEILLANCE SOLIDE ET UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Ce rapport est mon premier en tant que président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI. Depuis mon entrée au Conseil, j'ai le privilège de participer à un processus de gouvernance rigoureux visant à surveiller de manière diligente et opportune la mise en œuvre par la direction du plan stratégique et du plan de fonctionnement de la CCAF-FCVI. Cette année a été marquée par un renouvellement majeur du conseil d'administration. Ce renouvellement arrive à point nommé puisque 2014-2015 est la dernière année couverte par le plan stratégique quadriennal (prolongé d'un an) de la CCAF-FCVI, et celle-ci va s'atteler à l'élaboration d'un nouveau plan. Notre surveillance des contributions au processus de planification stratégique fait fond sur la sagesse, les conseils et l'expérience d'un groupe solide et diversifié d'anciens membres du conseil d'administration, sous la direction de **Charles-Antoine St-Jean**, son précédent président. Cette surveillance est aussi éclairée par les points de vue tout neufs et les idées toutes fraîches d'un nouveau groupe de personnes hautement respectées représentant un vaste spectre de communautés qui soutiennent la CCAF-FCVI, bénéficient de son action et croient en son but : promouvoir et renforcer l'audit, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public tant au Canada qu'à l'étranger. Nous nous investissons pleinement aux côtés de la direction dans le processus de planification stratégique de 2014, qui a commencé en février avec l'organisation d'une retraite de réflexion pour les membres du conseil d'administration.

À l'assemblée générale annuelle d'octobre 2013, nos membres ont élu les personnes suivantes au conseil d'administration :

- ◆ **Bill Kessels**, associé et leader Risque, Services au gouvernement et au secteur public, Ernst & Young s.r.l.
- ◆ **Wendy Loschiuk**, vérificatrice générale adjointe, Bureau du vérificateur général du Canada
- ◆ **Kim MacPherson**, vérificatrice générale de Nouveau-Brunswick
- ◆ **Ron Salole**, vice-président, Conseil des normes comptables internationales du secteur public
- ◆ **Michel Samson**, vérificateur général par intérim du Québec
- ◆ **Jim Sylph**, directeur général, Normes professionnelles et relations externes, Fédération internationale des comptables
- ◆ **John Williams**, député fédéral (à la retraite), président émérite de l'Organisation mondiale de parlementaires contre la corruption (GOPAC)

Au nom du Conseil, j'adresse mes plus chaleureux remerciements au président-sortant, **Charles-Antoine St-Jean**, qui a remarquablement contribué à l'évolution de la CCAF-FCVI pendant de nombreuses années, dont huit au conseil d'administration, ainsi qu'aux autres membres sortants : **Gilles Bédard**, **Kevin Dancey**, **Phil Howell** (vice-président), **Jacques Lapointe**, **Jocelyne Therrien** et **Joy Thomas**.

En plus de renouveler le mandat de ses quatre comités, le Conseil a terminé sa surveillance de la transition de la CCAF-FCVI à la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. Un nouveau règlement administratif et des statuts de prorogation ont été approuvés à l'assemblée extraordinaire des membres le 8 juillet 2014.

Le Conseil a encadré d'importantes réalisations de la direction cette année, y compris le lancement d'une série de nouveaux produits phares, dont la première publication est le **Guide pratique sur l'audit de l'efficience**. Il a aussi surveillé les activités, les produits et l'incidence de la première année complète du nouveau **Programme international d'aide à la surveillance législative**.

Le Conseil et la direction remercient les membres collectifs de la CCAF-FCVI, en particulier la communauté des auditeurs législatifs du Canada, ainsi que CPA Canada, la communauté des auditeurs internes du secteur public, les cabinets comptables et bien d'autres, pour le soutien financier continu et les autres formes d'aide qu'ils apportent à la CCAF-FCVI en ces temps financièrement difficiles. Grâce à ce soutien, ainsi qu'au financement du *Programme international d'aide à la surveillance législative* par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, la CCAF-FCVI peut mener ses initiatives stratégiques en matière de recherche et de développement des capacités afin de contribuer au renforcement de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes dans le secteur public.

Le président du conseil d'administration,



BRIAN BOST, CPA, CA, CIA, CGAP, CRMA



MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

PLEINS FEUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

J'ai le plaisir de présenter tout ce que l'équipe de la CCAF-FCVI a accompli en 2013-2014 pour servir les intérêts de ses membres ainsi que de vous fournir un aperçu des projets envisagés pour l'année à venir.

À la CCAF-FCVI, dans la mise en œuvre du plan stratégique actuel, qui est prolongé jusqu'au 31 mars 2015, nous avons mis l'accent sur l'aide au développement des capacités en audit de performance pour les auditeurs du secteur public du Canada et des capacités en surveillance pour les comités des comptes publics (CCP). De plus, dans le cadre de notre Programme international, nous continuons à étendre cette aide à des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement visés.

Cette année, nous avons beaucoup progressé vers l'atteinte de notre objectif stratégique, qui est de créer et maintenir un centre d'excellence pour soutenir le développement des capacités en matière d'audit de performance, en menant des recherches et en élaborant et publiant le premier document d'une nouvelle série phare d'outils méthodologiques, à savoir le *Guide pratique sur l'audit de l'efficacité*. Ressource Web destinée à nos membres, ce Guide a été élaboré avec l'aide d'employés des bureaux canadiens d'audit législatif et d'autres membres collectifs, qui ont fait partie de la vaste équipe de projet et qui ont examiné les versions successives avant la publication finale en mars 2014. Proposant un regard neuf sur la manière dont les auditeurs du secteur public peuvent auditer l'efficacité des activités d'un gouvernement, ce Guide constitue une ressource unique, en phase avec les réalités économiques actuelles, qui poussent les gouvernements à « faire plus de choses avec moins de ressources », à démontrer leur proposition de valeur et à essayer de réaliser et d'optimiser les gains d'efficacité. Pour accompagner ce Guide, nous avons élaboré et publié *Pleins feux sur l'efficacité*, le premier d'une série de nouveaux produits dérivés de *Vigie Audit*, un autre pilier de l'action de la CCAF-FCVI concernant l'audit de performance.

Au cours de l'exercice 2014-2015, nous prévoyons notamment élaborer et lancer un guide pratique sur l'audit de la surveillance et deux autres numéros de *Pleins feux*.

Pour cette première année complète de mise en œuvre du programme international quinquennal lancé fin 2012, nos initiatives en matière de développement des capacités ont connu une grande réussite. L'édition 2013-2014 des stages de neuf mois est arrivée à son terme. Des stagiaires ont intégré les équipes des bureaux du vérificateur général de l'Alberta (deux stagiaires du Vietnam), du Canada (un stagiaire du Ghana et un de la Tanzanie) et du Québec (deux stagiaires du Cameroun) et effectué des visites de travail dans d'autres bureaux. Nous avons aussi commencé à proposer des stages plus courts aux cadres supérieurs chargés des audits et aux responsables des ISC de ces pays (une personne du Cameroun et deux du Ghana). Notre programme de bourses d'études est complété par des ateliers organisés dans le pays d'origine des stagiaires et par d'autres types de soutien, dont un mécanisme de mentorat à distance adapté aux besoins propres à un pays ou à une région.

En plus d'être financé par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD), notre Programme international doit son succès aux précieuses contributions des auditeurs législatifs du Canada et des autres membres collectifs, à la fois pour le programme de bourses d'études et pour les activités organisées dans les pays participants, ainsi qu'au soutien de nos associés qui forment le groupe de collaborateurs renommés et chevronnés de la CCAF-FCVI. Depuis plus de 30 ans, la clé du succès continu des programmes internationaux de la CCAF-FCVI demeure son solide partenariat avec les auditeurs législatifs du Canada et avec les diplômés de son Programme international.

Les commentaires que nous recevons tant des bénéficiaires que des participants de notre Programme international sont invariablement positifs et enthousiastes. Nous sommes convaincus que le fait que les participants puissent partager leurs connaissances spécialisées à l'échelle internationale, pour le bien commun, et qu'ils puissent découvrir des pratiques diversifiées et nouvelles contribue à leur épanouissement personnel et professionnel, tout en stimulant le développement des capacités des ISC des pays en développement.

Pour élaborer et proposer les produits et services de la CCAF-FCVI, nos équipes du Programme international, de l'audit de performance, de la surveillance ainsi que de la gestion et du développement institutionnel œuvrent ensemble pour créer une synergie entre leurs activités respectives qui sert les intérêts de nos parties prenantes aussi bien au Canada qu'à l'étranger. J'espère que vous lirez les comptes rendus que les éminents membres de notre équipe de direction ont préparé sur leurs réalisations et projets respectifs – Yves Gauthier et Caroline Jorgensen – Programme international; John Reed – Audit de performance; Paul Lohnes – Surveillance; et Nicole Wieczorek – Gestion d'entreprise et développement institutionnel.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE : EN AVANT VERS 2020

Le président du conseil d'administration, Brian Bost, a rappelé que le Conseil avait récemment commencé le processus d'élaboration du nouveau plan stratégique. Je remercie Brian et tous les membres du Conseil pour leur engagement dans ce processus ainsi que pour la passion et la créativité dont ils font preuve afin d'établir une orientation stratégique dynamique pour la CCAF-FCVI. Tout en restant concentrée sur l'exécution du plan de fonctionnement pour 2014-2015, la direction est ravie de pouvoir travailler avec le conseil d'administration et l'ensemble des parties prenantes, notamment les auditeurs législatifs du Canada et les autres membres collectifs, afin de concevoir un plan qui nous conduira jusqu'en 2020. Je suis convaincu que ce plan incarnera et renouvellera en 2015, année du 35^e anniversaire de la CCAF-FCVI, l'objectif qui a toujours été le moteur de son action : promouvoir et renforcer l'audit, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public tant au Canada qu'à l'étranger.

Le président-directeur général,


PAUL LOHNES, CPA, CA



CADRE STRATÉGIQUE DE LA CCAF-FCVI

2011-2014

VISION ET MISSION

VISION

La CCAF-FCVI est reconnue pour son leadership, son expertise et ses innovations dans les domaines de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Ses produits et services sont largement appréciés, cités en exemple et utilisés par les auditeurs, les législateurs et d'autres agents publics, au Canada et à l'étranger.

MISSION

Favoriser la confiance à l'égard du secteur public en renforçant l'efficacité de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Pour y parvenir, la CCAF-FCVI propose aux auditeurs du secteur public et aux membres des comités de surveillance parlementaire des possibilités en matière de formation, de recherche et de développement des capacités, et elle les aide à collaborer avec les autres agents publics pour la mise en place d'un gouvernement responsable.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 1 – AUDIT DE PERFORMANCE

CRÉER ET MAINTENIR UN CENTRE D'EXCELLENCE AFIN DE SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE D'AUDIT DE PERFORMANCE.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 2 – SURVEILLANCE

AIDER LES COMITÉS DES COMPTES PUBLICS ET LES AUTRES ORGANES DE SURVEILLANCE À EXAMINER LA GESTION DES FONDS PUBLICS.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 3 – PROGRAMME INTERNATIONAL

SOUTENIR LES EFFORTS CANADIENS ET INTERNATIONAUX AXÉS SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE (ISC) ET DE LA SURVEILLANCE PARLEMENTAIRE CONNEXE DANS LES RÉGIONS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT VISÉS.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 4 – GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

ACCÉDER À UN FINANCEMENT PLURIANNUEL DURABLE, RÉPONDRE EFFICACEMENT AUX BESOINS DE SES PARTIES PRENANTES, ET RENFORCER EN PERMANENCE SA GOUVERNANCE, SES PRATIQUES DE GESTION ET SA REDDITION DE COMPTES.

AUDIT DE PERFORMANCE

Un centre d'excellence à l'appui des pratiques d'audit de performance

L'objectif stratégique...

Créer et maintenir un centre d'excellence afin de soutenir le renforcement des capacités en matière d'audit de performance

- 1.1 Communiquer en temps opportun aux auditeurs législatifs et autres auditeurs de performance l'information sur les normes et les pratiques.
- 1.2 Créer et tenir à jour un programme de formation et des outils sur l'audit de performance fondés sur les compétences définies et sur les besoins des clients.
- 1.3 Dispenser des cours pertinents et de haut niveau sur l'audit de performance.
- 1.4 Planifier et organiser des activités d'apprentissage et de collaboration pour les auditeurs de performance et les personnes avec lesquelles ils travaillent.

Les résultats prévus...

RÉALISATIONS DE 2013-2014

1.1 Communiquer en temps opportun aux auditeurs législatifs et autres auditeurs de performance l'information sur les normes et les pratiques...

À la CCAF-FCVI, nous mettons tout en œuvre pour que les auditeurs de performance accèdent aux rapports et autres documents les plus récents publiés par les principales institutions d'audit du monde entier. Pour ce faire, nous fournissons à nos membres la précieuse ressource qu'est *Vigie Audit*, une base de données donnant facilement accès à des rapports d'audit de performance et à des analyses de tendance issus de 26 institutions d'audit législatif du Canada et de l'étranger. En 2013-2014, nous avons continué de proposer un certain nombre de produits sous l'égide de *Vigie Audit* :

- ✦ Nous avons poursuivi la mise à jour bimestrielle de la *Base de données de Vigie Audit*, étoffant ainsi son contenu déjà riche de plusieurs milliers de rapports publics. En 2013-2014, la base de données a été consultée par 2081 visiteurs. Nous avons aussi entamé des discussions avec les communautés des auditeurs internes et des auditeurs municipaux afin d'étendre dans un proche avenir *Vigie Audit* aux rapports qu'ils publient.
- ✦ Le *Bulletin de Vigie Audit* est une publication trimestrielle qui fournit des statistiques sommaires sur les rapports ajoutés dans la base de données au cours des trois mois précédents.
- ✦ *L'œil analytique de Vigie Audit*, lancé en 2012, fournit une analyse sommaire des tendances concernant les rapports d'audit de performance repris dans la base de données. Un numéro publié en 2013-2014 contenait une comparaison entre les cinq principaux

thèmes d'audit des collectivités publiques canadiennes et ceux de collectivités publiques étrangères sur une période de deux ans.

- ✦ La nouvelle série *Pleins feux de Vigie Audit* fournit un résumé des pratiques d'audit sur des thèmes précis à partir de l'analyse de rapports figurant dans la base de données. Le premier numéro, *Pleins feux sur l'efficience*, porte sur plus de 20 rapports d'audit du monde entier et l'accent est mis sur l'audit de l'efficience. Il a été publié en tant que document d'accompagnement du guide pratique décrit ci-après.

Au cours de l'exercice écoulé, la CCAF-FCVI a élaboré et publié le premier de ce qui sera une série de nouveaux outils méthodologiques – le *Guide pratique sur l'audit de l'efficience*.



Publié en mars 2014, ce guide pratique est un outil de référence accessible sur le Web destiné aux auditeurs de performance du secteur public qui mènent des audits portant en tout ou en partie sur l'efficacité des activités gouvernementales. De la planification de l'audit à la production du rapport, en passant par la réalisation de l'examen, cet outil contient toutes les réponses et tous les conseils dont un auditeur a besoin pour mener efficacement ce type d'audit.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Mettre à jour mensuellement la *Base de données de Vigie Audit*.
- ✦ Étendre la couverture de *Vigie Audit* aux rapports d'audit municipaux et rapports d'audit internes.
- ✦ Publier quatre numéros du *Bulletin de Vigie Audit*.
- ✦ Publier deux numéros de *L'œil analytique de Vigie Audit*.
- ✦ Élaborer et publier un guide pratique sur l'audit de la surveillance.
- ✦ Élaborer et publier deux numéros de la série *Pleins feux de Vigie Audit*.

1.2 Créer et tenir à jour un programme de formation et des outils sur l'audit de performance fondés sur les compétences définies et sur les besoins des clients...

La CCAF-FCVI propose des formations aux auditeurs de performance du Canada dans le cadre d'une série de cours en salle de classe, tous conçus de sorte à permettre le développement de leurs compétences et habiletés. Nous mettons tout en œuvre pour que nos cours répondent aux besoins du client en proposant un contenu pertinent et en utilisant des méthodes didactiques efficaces.

En mai 2013, nous avons consacré un atelier au renouvellement de nos cours afin de revoir et mettre à jour deux de nos principales formations – *Principes de base de l'audit de performance*, un cours d'initiation destiné aux nouveaux auditeurs de performance, et *Formation supérieure en audit de performance*, qui vise les auditeurs ayant de trois à cinq ans d'expérience. De plus, nous continuons de proposer d'autres cours – *Techniques de collecte des éléments probants* et *Rédaction de rapports d'audit*.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Élaborer les documents de formation pour le *Guide pratique sur l'audit de l'efficacité* destiné aux auditeurs législatifs et auditeurs internes.

1.3 Dispenser des cours pertinents et de haut niveau sur l'audit de performance...

Chaque année, nous proposons aux auditeurs de performance des cours très appréciés qui répondent à leurs besoins en matière de perfectionnement et à ceux de leurs bureaux. Ces cours sont animés conjointement par nos associés, des professionnels de l'audit de performance à la retraite dotés de vastes compétences et d'une riche expérience, et notre vice-président de l'Audit de performance, **John Reed**. Nous mobilisons aussi les cadres supérieurs du bureau bénéficiaire afin qu'ils nous aident à adapter nos cours à leurs besoins et à diriger certains modules.

En 2013-2014, nous avons organisé huit cours et ateliers pour 104 participants et, depuis 2007, le nombre total de cours s'élève à 54, avec plus 1000 participants. Nous recevons continuellement d'excellentes appréciations et commentaires sur nos cours, et 100 % des participants en sont extrêmement satisfaits. Voici quelques exemples de commentaires :

« *J'ai trouvé ce cours fantastique – le meilleur cours sur l'audit de performance auquel j'ai participé. Les formateurs ont pu mobiliser toute leur expérience afin d'aider les étudiants à mieux comprendre les concepts.* » (Participant du cours *Principes de base de l'audit de performance*)



Le cours *Principes de base de l'audit de performance*
– décembre 2013, Manitoba

« *Les animateurs rendent ce cours captivant! Dans ce cours, les principaux animateurs puisent dans leur vaste et profonde expérience des exemples et des démonstrations qui complètent les documents du cours. Globalement, ils ont dépassé mes attentes; tout cela a contribué à une excellente expérience d'apprentissage de quatre jours.* » (Participant du cours *Principes de base de l'audit de performance*)



L'atelier *Formation supérieure en audit de performance*
– mai 2013, Colombie-Britannique

« *Ce cours est un indispensable. Il est génial pour les professionnels des bureaux d'audit provinciaux. Toutes les personnes occupant un poste en dessous de celui de chef de mission (et dans certains cas, même le chef de mission) peuvent certainement en tirer parti.* » (Participant de l'atelier *Formation supérieure en audit de performance*)

CIBLES POUR 2014-2015

- ◆ Dispenser les cours et ateliers visant à répondre à la demande du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) :
 - principes de base;
 - formation supérieure;
 - efficacité;
 - techniques de collecte des éléments probants;
 - rédaction de rapports.
- ◆ Faire coïncider les cours et ateliers avec les ressources du Réseau d'apprentissage en matière d'audit (dès son lancement et à mesure de la disponibilité des ressources).
- ◆ Commercialiser, adapter et proposer des cours ou ateliers pour d'autres membres ou non membres, en fonction de la demande.

1.4 Planifier et organiser des activités d'apprentissage et de collaboration pour les auditeurs de performance et les personnes avec lesquelles ils travaillent...

Les activités d'apprentissage et de collaboration offrent une excellente occasion aux auditeurs de performance de se constituer un réseau et d'apprendre de l'expérience des autres. À la CCAF-FCVI, nous organisons depuis longtemps avec succès des activités favorisant la rencontre de professionnels et nous continuerons d'aider nos membres et parties prenantes en planifiant et organisant ces rencontres année après année.

La CCAF-FCVI aide largement le CCVL à planifier et organiser son *Symposium annuel sur l'audit de performance*. Le Comité chargé de la surveillance de la formation du CCVL dirige le processus de planification du Symposium et la CCAF-FCVI aide activement le Comité en chapeautant un certain nombre de séances, dont les séances de discussion entre pairs. Le Symposium d'avril 2013, qui s'est tenu à Toronto, a été particulièrement apprécié, et la séance de discussion entre pairs a obtenu 95 % d'avis positifs des participants, tandis que l'appréciation positive générale sur le Symposium a dépassé les 99 %! La CCAF-FCVI a rédigé le compte rendu de cette rencontre afin de consigner les idées importantes générées pendant les exposés et les discussions.

La CCAF-FCVI soutient aussi les auditeurs internes du secteur public du Canada grâce au travail qu'elle réalise avec et pour le *Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP)*, une organisation constituée de responsables de l'audit

interne des gouvernements des paliers fédéral, provincial et territorial. En septembre 2013, le CCVISP s'est réuni à Edmonton, en Alberta, à l'occasion de son 11^e Forum annuel.



Membres du CCVISP et leurs représentants au Forum de septembre 2013

Rang arrière : Brian O'Neill (*Terre-Neuve-et-Labrador*), Chris Brown (*Colombie-Britannique*), Paul Lohnes (*CCAF-FCVI*), Tim Flaherty (*Fédéral*), Jane Holatko (*Manitoba*), Ted Doane (*Nouvelle-Écosse*), James Oulton (*CCAF-FCVI*)

Rang avant : Grace Wilk (*Nunavut*), John Reed (*CCAF-FCVI*), Richard Kennedy (*Ontario*), John Gunter (*Yukon*), T. Bob Shahi (*Territoires du Nord-Ouest*), Kim Anderson (*Nouveau-Brunswick*), Dan Stadlwieser (*Alberta*), Nicole Wieczorek (*CCAF-FCVI*)

Dan Stadlwieser, chef de la vérification interne, services d'audit interne du Alberta Treasury Board, a accepté de remplir les fonctions d'hôte du Forum 2013, qui a porté sur des thèmes clés d'importance, notamment le rôle de l'audit interne dans les projets à grande échelle de technologie de l'information, la gouvernance dans le secteur public et les programmes de gestion de la fraude. Le CCVISP a décerné le 3^e *Prix W. David Moynagh* à **T. Bob Shahi**, directeur du bureau d'audit interne au ministère des Finances des Territoires du Nord-Ouest, en reconnaissance du rôle important qu'il a joué auprès du CCVISP en tant que membre fondateur.



Le directeur du bureau d'audit interne, ministère des Finances des Territoires du Nord-Ouest, **T. Bob Shahi** reçoit le 3^e *Prix W. David Moynagh*¹ en reconnaissance de sa contribution et de son soutien à la communauté des auditeurs internes du Canada.

CIBLES POUR 2014-2015

- ◆ Contribuer à la planification et à la mise en œuvre des symposiums sur l'audit de performance du CCVL en 2014 et 2015.
- ◆ Contribuer à la planification et à la mise en œuvre du 1^{er} forum des auditeurs municipaux du Canada à l'automne 2014.
- ◆ Préparer et organiser, conjointement avec la Division de la vérification interne de l'Ontario, un exposé sur l'audit des ententes de partenariats public-privé et l'audit des projets de Diversification des modes de financement et de l'approvisionnement à l'occasion de la conférence nationale de l'Institut des auditeurs internes en octobre 2014.

¹ *W. David Moynagh (1949-2011) a été directeur général, Politiques et pratiques professionnelles, secteur de l'audit interne au Bureau du contrôleur général du Canada, Secrétariat du Conseil du Trésor. Il a également occupé pendant longtemps le poste de directeur de la recherche à la CCAF-FCVI. Il a joué un rôle décisif dans la création et le développement du CCVISP.*

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS – AUDIT DE PERFORMANCE – 2013-2014

Résultats prévus	Cibles	Résultats	
1.1 Communiquer en temps opportun aux auditeurs législatifs et autres auditeurs de performance l'information sur les normes et les pratiques.	1) Mettre à jour mensuellement la <i>Base de données de Vigie Audit</i> .	Fait	Mise à jour bimestrielle de la <i>Base de données de Vigie Audit</i> ; 2081 consultations entre avril 2013 et mars 2014.
	2) Étendre la couverture de <i>Vigie Audit</i> afin d'inclure les rapports d'audit d'autres collectivités publiques et communautés.	Partiellement fait	Discussions avec les auditeurs internes et les auditeurs municipaux afin d'étendre <i>Vigie Audit</i> à leurs rapports; en ce qui concerne l'extension des rapports rendus publics, les représentants sont favorables à leur inclusion. Adaptation de <i>Vigie Audit</i> pour tenir compte de cette catégorie.
	3) Publier quatre numéros du <i>Bulletin de Vigie Audit</i> .	Fait	Publication de quatre numéros du <i>Bulletin de Vigie Audit</i> .
	4) Publier deux numéros de <i>L'œil analytique de Vigie Audit</i> .	Partiellement fait	Publication d'un numéro de <i>L'œil analytique de Vigie Audit</i> .
	5) Publier le <i>Guide pratique sur l'audit de l'efficacité</i> .	Fait	Publication du <i>Guide pratique sur l'audit de l'efficacité</i> en mars 2014.
	6) Élaborer et publier le premier numéro de la série <i>Pleins feux de Vigie Audit</i> .	Fait	Publication de <i>Pleins feux sur l'efficacité</i> en mars 2014.
1.2 Créer et tenir à jour un programme de formation et des outils sur l'audit de performance fondés sur les compétences définies et sur les besoins des clients.	1) Passer en revue les cours de formation existants sur l'audit de performance : tenue d'un atelier sur le renouvellement des cours avec la participation des parties prenantes.	Fait	Tenue d'un atelier sur le renouvellement des cours en mai 2013 suivi de réunions supplémentaires en décembre et janvier qui ont débouché sur des mises à jour importantes des cours VOR I et II; désormais intitulés <i>Principes de base de l'audit de performance</i> et <i>Formation supérieure en audit de performance</i> .
	2) Mener une nouvelle évaluation des besoins en matière de développement des capacités en collaboration avec les groupes du CCVL.	Reporté	Report en 2014-2015 de l'évaluation des besoins en matière de formation en attendant que le CCVL examine les rôles et responsabilités pour la formation en audit de performance.
1.3 Dispenser des cours pertinents et de haut niveau sur l'audit de performance.	1) Organiser huit cours : • VOR I – 4 cours • VOR II – 2 cours • Collecte des éléments probants – 1 cours • Rédaction de rapports – 1 cours	Demande satisfaite	Organisation de sept cours : • Principes de base – 4 cours • Formation supérieure – 1 cours • Rédaction de rapports – 1 cours • Atelier sur l'assurance – 1 cours Satisfaction des participants : 100 %
	2) Faire coïncider les produits actuels avec les ressources du Réseau d'apprentissage en matière d'audit.	Reporté	Le Réseau est toujours en cours d'élaboration.
1.4 Planifier et organiser des activités d'apprentissage et de collaboration pour les auditeurs de performance et les personnes avec lesquelles ils travaillent.	1) Contribuer à la planification et à la mise en œuvre du Symposium 2013 sur l'audit de performance et publier le compte rendu.	Fait	Symposium 2013 sur l'audit de performance du CCVL : • 99 % d'avis positifs pour l'ensemble du Symposium. • 95 % d'avis positifs pour la séance de discussion entre pairs.
	2) Aider le Comité chargé de la surveillance de la formation à planifier et mettre en œuvre le Symposium sur l'audit de performance 2014 et animer quelques séances.	Fait	Participation active à la planification du Symposium 2014. La CCAF-FCVI animera la discussion entre pairs (deux séances) et rédigera le compte rendu.
	3) Aider le CCVISP dans sa planification et son organisation du Forum annuel 2013.	Fait	Organisation réussie du Forum annuel 2013 du CCVISP. Satisfaction générale : 100 %
	4) Planifier et organiser le forum des auditeurs municipaux du Canada – de janvier à mars 2014.	En cours	Discussion sur un forum possible avec les auditeurs municipaux du Canada afin de confirmer leur intérêt et leur soutien; tenue reportée à 2014-2015 afin de tenir compte de la disponibilité des participants.

SURVEILLANCE

Aider les comités des comptes publics et les autres organismes de surveillance

L'objectif stratégique...

Aider les comités des comptes publics et les autres organes de surveillance à examiner la gestion des fonds publics

- 2.1** Élaborer des ateliers, des cours et des outils pour soutenir le renforcement des comités des comptes publics et des organismes de surveillance.
- 2.2** Dispenser cette aide de manière efficace et en tenant compte des besoins locaux.
- 2.3** Organiser des activités de haut niveau d'échange d'information qui rassemblent des agents publics chargés de la surveillance des activités du gouvernement venant de tout le Canada.

RÉALISATIONS DE 2013-2014

2.1 Élaborer des ateliers, des cours et des outils pour soutenir le renforcement des comités des comptes publics et des organismes de surveillance...

Le soutien apporté par la CCAF-FCVI aux comités des comptes publics (CCP) repose sur une compréhension approfondie et une prise en compte minutieuse des différents problèmes que rencontrent les présidents, les vice-présidents, les membres, les greffiers et le personnel des CCP des 14 collectivités publiques du Canada. Nous consultons régulièrement ces groupes ainsi que les auditeurs législatifs du Canada quand nous élaborons ou mettons à jour des ateliers et des cours de même que quand nous publions et actualisons des recherches et des guides.

Au printemps 2013, nous avons effectué un sondage auprès des CCP du Canada afin de cerner les tendances naissantes et les nouveaux besoins. Les résultats ont été compilés dans un rapport présenté en août 2013 à la conférence annuelle conjointe du Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) et du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL), et ils ont engendré des discussions intéressantes et animées entre les participants. Les conclusions du sondage nous aident à évaluer constamment les besoins en matière de développement des capacités et à créer des ateliers répondant parfaitement aux besoins individuels des collectivités publiques.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Évaluer les besoins en matière de développement des capacités des CCP du Canada à partir des résultats du sondage d'août 2013, des avis du Groupe consultatif sur la surveillance et des entretiens avec les auditeurs législatifs ainsi que les membres et le personnel des CCP.
- ✦ Mettre à jour la publication *Les attributs d'un comité des comptes publics efficace* d'après les résultats du sondage de 2013.

2.2 Dispenser cette aide de manière efficace et en tenant compte des besoins locaux...

Nous continuons de proposer nos ateliers d'orientation et autres aux CCP de tout le Canada en temps opportun, quand le besoin s'en fait sentir et en fonction du cycle de vie des CCP qui correspond à la tenue d'élections dans chaque collectivité. En 2012-2013, nous avons élaboré un nouvel atelier intitulé *La prise de mesures correctives : recommandations et suivi*, qui a été organisé pour la première fois en septembre 2013 pour le CCP de l'Alberta. Nous avons aussi dispensé notre atelier d'orientation pour deux provinces – la Colombie-Britannique (octobre 2013) et la Nouvelle-Écosse (mars 2014).

Si notre stratégie concernant l'organisation de ces ateliers consiste à tenir parfaitement compte des besoins individuels et du contexte propre à chaque CCP, nous présentons aussi aux participants des bonnes pratiques, établies d'après nos recherches et sondages au Canada et à l'étranger, afin de les tenir informés de ce qui se passe ailleurs. Comme l'a judicieusement souligné le membre d'un CCP à l'occasion d'un atelier récent : « *[l'atelier] nous a ouvert les yeux sur ce qui se passe dans d'autres collectivités publiques.* » Dans l'ensemble, les commentaires sur nos ateliers sont positifs : un autre membre de CCP participant à une séance d'orientation a fait part de sa satisfaction dans les termes suivants : « *Vraiment utile. J'ai rarement participé, et c'est peut-être d'ailleurs la première fois, à une séance d'orientation aussi instructive, et je n'avais jamais donné une appréciation de 100 %!* »

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Sous réserve de la demande, organiser jusqu'à six ateliers d'orientation ou ateliers thématiques dans les collectivités publiques du Canada, et effectuer un suivi afin d'évaluer leur incidence.

2.3 Organiser des activités de haut niveau d'échange d'information qui rassemblent des agents publics chargés de la surveillance des activités du gouvernement venant de tout le Canada...

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la CCAF-FCVI a présenté les résultats de son sondage le plus récent auprès des CCP canadiens à la conférence annuelle conjointe du CCCCP et du CCVL, qui s'est tenue à Regina, en Saskatchewan, en août 2013. Nous avons joué un rôle essentiel, directement et indirectement par le truchement du Groupe consultatif sur la surveillance, dans l'élaboration du programme, la conception des documents et la présentation et l'animation des séances. Les séances de la conférence comprenaient des discussions en table ronde sur la diffusion des pratiques des CCP efficaces, la manière de traiter les rapports du vérificateur général et les pratiques exemplaires des CCP en matière de rapports et de suivi. En plus de présenter les résultats du sondage de la CCAF-FCVI auprès des CCP, **Paul Lohnes** et **Geoff Dubrow**, associé de la CCAF-FCVI, ont animé un certain nombre de séances à cette conférence. Chaque année, la CCAF-FCVI rédige une synthèse de la conférence qui est distribuée avant la conférence de l'année suivante.



La planification de la conférence d'août 2014 a commencé au début de l'année par la réunion du Groupe consultatif sur la surveillance en février, avec la participation de la collectivité publique hôte, afin de préparer le programme. Cette année, la conférence se tiendra à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador). Une fois encore, elle sera à n'en pas douter instructive et générera des discussions dynamiques sur les tendances émergentes et les nouveaux problèmes que rencontrent les CCP.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Contribuer à la planification, à la mise en œuvre et à l'animation de séances à la conférence annuelle du CCCCP et du CCVL qui se tiendra à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) en août 2014.
- ✦ Proposer, par le truchement du Groupe consultatif sur la surveillance, l'aide de la CCAF-FCVI à la province (Manitoba) qui accueillera la conférence annuelle du CCCCP et du CCVL en août 2015.



Les participants de la conférence du CCCCP et du CCVL – 25 août 2013

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS – SURVEILLANCE – 2013-2014

Résultats prévus	Cibles		Résultats
2.1 Élaborer des ateliers, des cours et des outils pour soutenir le renforcement des comités des comptes publics et des organismes de surveillance.	1) Concevoir un atelier sur les relations entre les CCP et les auditeurs législatifs pour compléter la série des cinq ateliers existants. Mettre à jour les autres ateliers au besoin.	Reporté	Report de la conception du nouvel atelier. Les autres ateliers ont été mis à jour d'après les résultats du sondage.
	2) Réaliser un sondage auprès des CCP du Canada; publier et présenter les résultats à la conférence annuelle du CCCC et du CCVL à Regina (Saskatchewan) en août 2013.	Fait	Élaboration et réalisation d'un sondage auprès des CCP, incluant pour la première fois des questions adressées aux présidents et vice-présidents des CCP afin de compléter celles posées au personnel.
	3) Mettre à jour <i>Les attributs d'un CCP efficace</i> et les guides à partir des résultats du sondage.	Reporté	Report de la mise à jour du document <i>Les attributs d'un CCP efficace</i> à 2014-2015.
2.2 Dispenser cette aide de manière efficace et en tenant compte des besoins locaux.	1) Organiser six ateliers d'orientation ou ateliers thématiques pour les CCP du Canada.	Demande satisfaite	Organisation de trois ateliers : <ul style="list-style-type: none"> • Alberta – La prise de mesures correctives; • C.-B. – Orientation; • Nouvelle-Écosse – Orientation. Satisfaction générale : 100 %
2.3 Organiser des activités de haut niveau d'échange d'information qui rassemblent des agents publics chargés de la surveillance des activités du gouvernement venant de tout le Canada.	1) Contribuer à la planification et à la mise en œuvre de certaines séances de la conférence annuelle du CCCC et du CCVL, organisée à Regina (Saskatchewan) en août 2013.	Fait	Participation réussie à la planification, la mise en œuvre (notamment un sondage) et l'animation de plusieurs séances. Commentaires positifs de la part des participants.
	2) Préparer et rédiger la synthèse de la conférence.	Fait	Synthèse présentée au Groupe consultatif sur la surveillance en février 2014 et publiée au premier trimestre 2014-2015.
	3) Proposer l'aide du Groupe consultatif sur la surveillance à la collectivité publique (Terre-Neuve-et-Labrador) qui va accueillir la conférence annuelle du CCCC et du CCVL en 2014.	Fait	Recommandations faites sur le programme, formulation d'idées par le BVG et planification en bonne voie avec la collectivité publique hôte.

PROGRAMME INTERNATIONAL

Renforcer les capacités des ISC et des organismes de surveillance parlementaire dans les pays en développement

L'objectif stratégique...

Soutenir les efforts canadiens et internationaux axés sur le renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle (ISC) et de la surveillance parlementaire connexe dans les régions et pays en développement visés

- 3.1 Améliorer la capacité des ISC des pays visés et rehausser leur efficacité à réaliser des audits de performance.
- 3.2. Accroître le leadership des comités des comptes publics (CCP) et améliorer leur capacité à examiner les rapports des ISC et à appuyer la mise en œuvre des recommandations connexes.
- 3.3. Renforcer la coordination et l'harmonisation des activités, ainsi que le partage du savoir, avec les donateurs, les ISC et les organisations régionales de celles-ci.

RÉALISATIONS DE 2013-2014

3.1 Améliorer la capacité des ISC des pays visés et rehausser leur efficacité à réaliser des audits de performance...

Le Programme international d'aide à la surveillance législative de la CCAF-FCVI a été lancé en août 2012 à la signature de l'entente de contribution quinquennale avec notre partenaire de financement, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

Ce Programme international étant maintenant bien rôdé, en 2013-2014 nous avons fait passer nos activités de développement des capacités à la vitesse supérieure pour les quatre pays participants : le Cameroun, le Ghana, la Tanzanie et le Vietnam. Conformément à notre plan de travail annuel soumis au MAECD et à ceux élaborés l'année précédente avec chacun des quatre ISC – et en collaboration avec nombre de nos

partenaires canadiens et étrangers – nous avons fourni un soutien sur le territoire canadien, dans chacun des pays partenaires et par Internet. Ciblants des projets pilotes d'audits et d'autres projets concrets et mettant davantage l'accent sur le contrôle de la qualité, la gestion et le leadership, les activités de développement des capacités en audit de performance du Programme international produisent des résultats concrets et durables dans ces ISC.

Dans la continuité du succès que connaît depuis longtemps le volet bourses d'études du Programme international, quatre auditeurs principaux venant de nos pays partenaires ont effectué un stage au Bureau du vérificateur général du Canada et obtenu leur diplôme en mai 2013. En août, la CCAF-FCVI et les bureaux des vérificateurs généraux du

« Le programme a considérablement amélioré ma capacité et ma confiance pour mener des audits efficaces. »

David Amediku
Boursier de la promotion
2012-2013, Ghana

Canada, de l'Alberta et du Québec ont accueilli les six boursiers de l'édition 2013-2014. En plus d'une formation en milieu de travail au sein du bureau hôte, chaque boursier prépare, avec l'aide de ses mentors canadiens, un plan d'audit de performance à mettre en œuvre dans son pays. Le thème de l'audit doit coïncider avec le plan d'audit de l'ISC et avec l'une des priorités du MAECD en matière de développement, ce qui permet de veiller à ce que le Programme international contribue à des résultats réels dans ces domaines prioritaires. D'autre part, en mars, la CCAF-FCVI et le Bureau du vérificateur général du Canada ont accueilli pendant six mois une stagiaire sur l'audit des états financiers et l'audit du respect des règlements.



Les boursiers de la promotion 2012-2013 à la cérémonie de remise des diplômes en mai
David Amediku (Ghana), Leonard Mabuga (Tanzanie), Chau Le (Vietnam)
et Freddy Ndjemba (Cameroun)

Lancé pour la première fois cette année, le stage destiné aux cadres supérieurs vise à aider les ISC dans des domaines stratégiques et à améliorer les connaissances des dirigeants sur l'audit de performance ainsi que leur soutien à ce type d'audit. **Rose Djila** (Cameroun) a passé six semaines au Canada afin d'apprendre des méthodes de contrôle de la qualité, de rencontrer plusieurs organisations et mentors, et de concevoir un projet visant à aider son ISC à élaborer un manuel de contrôle de la qualité. Cette année, un autre stage pour cadre supérieur, effectué par l'auditrice générale adjointe du Ghana, est prévu. Il portera sur la planification stratégique et la mesure de la performance, et se déroulera à Ottawa en avril 2014.



Des participants travaillent sur un devoir pendant l'atelier *Principes de base de l'audit de performance* qui s'est déroulé au Vietnam en décembre.

Cette année a été marquée par l'organisation réussie de nombreuses activités de mentorat et de formation à l'étranger :

- ✦ Nous avons organisé notre cours *Principes de base de l'audit de performance* en Tanzanie, ainsi qu'au Vietnam dans le cadre du projet du bureau de l'auditeur général du Vietnam qui vise à mettre sur pied son propre cours sur les principes de base. Au Cameroun, nous avons coanimé avec le CREFIAF un cours sur l'audit de performance qui a été commandité par la Banque africaine de développement.
- ✦ Nous avons collaboré à la mise en œuvre d'une formation régionale en trois phases sur l'audit de performance de l'AFROSAI-E, qui a été entièrement dispensée en Afrique du Sud et est en cours à Maurice. Dans le cadre de cette formation, les participants doivent planifier un audit de performance, le mener à bien et produire un rapport. Nous avons coanimé la formation, parrainé la participation d'équipes d'audit du Cameroun, du Ghana et de la Tanzanie, et mobilisé des diplômés de notre Programme international comme coanimateurs.
- ✦ En partenariat avec l'AFROSAI et l'agence allemande d'aide au développement (GIZ), nous avons poursuivi nos activités de formation et de mentorat pour le projet d'audit environnemental de la région du lac Tchad, lancé en 2012. Nous avons collaboré étroitement avec l'équipe d'audit du Cameroun et coanimé la formation régionale organisée pour les quatre pays participant à cet audit. L'audit a été mené et les rapports devraient être prêts au début 2014-2015.
- ✦ La CCAF-FCVI et le Bureau du vérificateur général de l'Alberta ont servi de mentors à l'ISC du Vietnam afin de l'aider à établir sa structure d'audit de performance et à commencer l'élaboration de son manuel sur l'audit de performance.
- ✦ Nous avons coanimé le programme de perfectionnement en gestion de l'AFROSAI-E, qui a été organisé au Ghana pour 100 gestionnaires de l'ISC. Nous avons aussi dispensé avec succès un nouveau cours sur les compétences en leadership et le travail d'équipe pour 200 chefs d'équipe d'audit de l'ISC. Ces programmes ont été mis en œuvre avec des animateurs issus de différents pays d'Afrique, dont des diplômés de notre Programme international. Le cours sur le leadership vise à répondre à un besoin cerné par l'auditeur général du Ghana et coïncide avec une nouvelle priorité de l'orientation stratégique de l'AFROSAI-E.
- ✦ Nous avons coanimé avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI un atelier sur le cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI. Nous avons commandité la participation de l'ISC du Vietnam à cette formation. Nous aidons les ISC à comprendre le cadre de mesure de la performance, ses avantages et la manière de l'appliquer.

De plus, nous avons fourni un accès à une formation et à des ressources en ligne en inscrivant quatre auditeurs du Ghana au programme du Collège Algonquin menant à un certificat en expertise judiciaire et en enquêtes sur les fraudes et en permettant à nos ISC partenaires d'accéder à *Vigie Audit* et à notre nouveau *Guide pratique sur l'audit de l'efficacité*. Afin de soutenir l'objectif du MAECD sur l'égalité entre les hommes et les femmes, nous avons lancé un projet visant à élaborer un guide pratique et sa formation connexe sur la manière d'inclure la question de l'égalité des sexes dans les audits de performance. Une version provisoire de ce guide a été élaborée et, à la fin du projet en 2014-2015, le guide sera diffusé auprès des quatre ISC et d'autres partenaires.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Continuer à proposer des stages, en partenariat avec les bureaux des vérificateurs généraux canadiens :
 - six stages sur l'audit de performance dans les bureaux des vérificateurs généraux du Canada, de l'Alberta et du Québec (se terminant en mai 2014);
 - quatre stages sur l'audit de performance au Bureau du vérificateur général du Canada (se déroulant d'août 2014 à mai 2015);
 - un stage sur l'audit des états financiers et l'audit du respect des règlements pour une personne du Ghana au Bureau du vérificateur général du Canada (se déroulant de mars à août 2014).
- ✦ Organiser, dans le cadre du Programme international, le deuxième stage pour cadre supérieur (Ghana, d'avril à mai 2014) et accueillir jusqu'à trois stagiaires supplémentaires.
- ✦ Mener des activités de formation et de mentorat répondant aux besoins des ISC participant au Programme international, notamment :
 - *Formation supérieure en audit de performance au Cameroun;*
 - cours sur le leadership et le travail d'équipe en Tanzanie;
 - élaboration et mise à l'essai de la version vietnamienne du cours *Principes de base de l'audit de performance;*
 - aide à la mise en œuvre de la formation en trois phases de l'AFROSAI-E sur l'audit de performance et à d'autres activités éducatives régionales;
 - formation à distance sur l'audit juricomptable, par le truchement du Collège Algonquin;
 - aide à la planification stratégique et à la mise en œuvre du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI.
- ✦ Participer aux examens de suivi sur l'assurance de la qualité de l'AFROSAI-E au Ghana et en Tanzanie.
- ✦ Concevoir un nouveau volet de formation pour les boursiers sur le thème de l'animation, afin de les aider à devenir des formateurs efficaces au sein de leur ISC et des associations régionales. Ce volet visera à répondre aux exigences de l'AFROSAI-E, et permettra que les diplômés du Programme international soient reconnus comme des « champions ou animateurs ».
- ✦ Coordonner l'élaboration de ressources de formation communes avec les programmes nationaux de la CCAF-FCVI et les diffuser auprès des pays partenaires, finaliser la version provisoire du guide pratique sur l'audit de performance et l'égalité entre les hommes et les femmes, et élaborer un cours d'une semaine sur l'audit environnemental en s'appuyant sur des documents existants.

3.2. Accroître le leadership des comités des comptes publics (CCP) et améliorer leur capacité à examiner les rapports des ISC et à appuyer la mise en œuvre des recommandations connexes...

L'équipe du Programme international travaille aussi avec les comités de surveillance parlementaire, en les aidant à développer leur capacité à examiner des rapports d'audit, et aide les ISC à consolider leurs liens avec ces comités. Nous avons examiné les plans de missions avec les comités de surveillance



Un atelier avec des membres du CCP et de l'ISC du Ghana, en mars

élaborés l'an dernier par les ISC du Cameroun, du Ghana et de la Tanzanie dans le cadre de la formation de l'AFROSAI-E, de l'agence allemande d'aide au développement et de la CCAF-FCVI. Afin d'aider les ISC du Ghana et de la Tanzanie à mettre en œuvre leur plan de mission, nous avons organisé un atelier dans chacun de ces deux pays. Au Ghana, nous avons rencontré les dirigeants du CCP en décembre afin d'évaluer ses besoins en formation, à l'aide de notre modèle d'évaluation des capacités des comités de surveillance. À partir des résultats de l'évaluation, nous avons formulé des recommandations en matière de formation pour le CCP et, en mars, nous avons dispensé le premier cours recommandé, qui portait sur le suivi et la prise de mesures correctives. En Tanzanie, nous avons organisé notre cours sur l'utilisation de questions efficaces pour les deux comités de surveillance du pays. En Tanzanie comme au Ghana, les membres des comités et des ISC ont participé au cours. Les participants ont trouvé la formation utile et pertinente. Ainsi, le participant d'un cours au Ghana a déclaré : « *L'atelier a amélioré mes capacités et m'aidera énormément pour mon travail à l'avenir.* »

PARTENAIRES INTERNATIONAUX : INTOSAI, IDI ET ASSOCIATIONS RÉGIONALES D'ISC

INTOSAI Organisation internationale des ISC

IDI Initiative de développement de l'INTOSAI

WGEA Groupe de travail sur l'audit environnemental de l'INTOSAI

AFROSAI-E ISC d'Afrique anglophone

CREFIAP ISC d'Afrique francophone subsaharienne

ASOSAI ISC d'Asie

ASEANSAI ISC d'Asie du Sud-Est

CIBLES POUR 2014-2015

- ◆ Dispenser notre cours sur la communication et les relations avec les parties prenantes aux membres de l'ISC de la Tanzanie.
- ◆ Commanditer les responsables de pays partenaires afin qu'ils coaniment la formation régionale de l'AFROSAI-E destinée aux ISC sur les plans de mission, en mettant l'accent sur la communication avec les médias et la mobilisation de la société civile.
- ◆ Collaborer avec les comités de surveillance au Ghana et en Tanzanie, selon les recommandations résultant de nos activités de 2013-2014.
- ◆ Soutenir un voyage d'études conjoint au Canada pour les membres de l'ISC et de l'assemblée législative du Vietnam afin de permettre aux participants de découvrir comment le parlement reçoit et examine les rapports d'audit de performance, les stratégies de communication entre l'ISC et le CCP, les plans d'audit pluriannuels et la présentation de l'information sur la performance de l'ISC.
- ◆ Élaborer une stratégie spécifiquement adaptée au système présidentiel du Cameroun et des autres pays africains francophones, en coopération avec le CREFIAF et le bureau régional de la Banque mondiale au Cameroun. Ce projet sera établi à la réunion annuelle du CREFIAF, qui est prévue en juillet 2014.

3.3. Renforcer la coordination et l'harmonisation des activités, ainsi que le partage du savoir, avec les donateurs, les ISC et les organisations régionales de celles-ci...

Cette année, comme toujours, les partenaires canadiens ont joué un rôle essentiel dans le Programme international, en enrichissant la formation que nous dispensons aux ISC et aux CCP par le partage de leurs connaissances spécialisées et de leur expérience. Les Bureaux des vérificateurs généraux du Canada, du Québec et de l'Alberta ont accueilli des boursiers pour un stage, tandis que d'autres bureaux provinciaux et municipaux les ont reçus pour des visites de travail



La CCAF-FCVI rencontre de nombreux partenaires du développement œuvrant dans ce domaine à une conférence de l'Initiative de développement de l'INTOSAI qui s'est tenue à Washington en mars.

ou des stages de courte durée. De même, des membres des Bureaux des vérificateurs généraux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec ainsi que des CCP de la Colombie-Britannique et de la

Saskatchewan ont coanimé des formations de la CCAF-FCVI à l'étranger. La CCAF-FCVI coordonne le soutien apporté par les partenaires canadiens pour répondre au mieux aux besoins des ISC et des CCP.

Les ISC participant au Programme international tirent également parti de nos relations avec leurs associations régionales et d'autres partenaires du développement. Cette année, nous sommes restés activement engagés auprès de la communauté internationale intervenant dans le développement des capacités des ISC :

- ◆ collaboration avec l'AFROSAI, l'AFROSAI-E et l'agence allemande d'aide au développement pour organiser une formation régionale et participation aux assemblées annuelles de l'AFROSAI-E et du CREFIAF;
- ◆ réunion avec l'ASOSAI et l'ASEANSAI, ainsi qu'avec d'autres partenaires du développement œuvrant au Vietnam;
- ◆ participation aux conférences internationales et aux formations organisées par l'Initiative de développement de l'INTOSAI, le Groupe de travail sur la vérification environnementale de l'INTOSAI et la Banque mondiale;
- ◆ entretien de la communication avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI, le personnel du MAECD au Canada et à l'étranger, ainsi qu'avec d'autres partenaires du développement afin de se tenir informé des activités de chacun.

Ce faisant, nous avons continué à améliorer la coordination du soutien apporté aux ISC partenaires. Nous avons aussi maintenu la visibilité internationale de la CCAF-FCVI, renforcé notre excellente réputation auprès des ISC et des partenaires du développement, et consolidé nos relations avec ce réseau de partenaires.

CIBLES POUR 2014-2015

- ◆ Continuer à aider les bureaux hôtes dans la mise en œuvre des stages et coordonner les activités pour les stages des boursiers et des cadres supérieurs.
- ◆ Mobiliser d'autres bureaux de vérificateur général afin de participer à notre Programme international, en particulier à des activités de formation et de mentorat à l'étranger.
- ◆ Renforcer les relations avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI et les associations régionales de l'INTOSAI en continuant à participer aux principales assemblées et collaborer aux activités de formation.
- ◆ Échanger des renseignements avec les partenaires du développement comme l'Initiative de développement de l'INTOSAI, l'agence allemande d'aide au développement, les bureaux d'audit national de la Suède et de la Norvège, ainsi que le personnel du MAECD au Canada et à l'étranger.
- ◆ Inviter le personnel du MAECD quand la CCAF-FCVI organise des activités dans les pays partenaires.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS – PROGRAMME INTERNATIONAL – 2013-2014

Résultats prévus	Cibles	Résultats
3.1 Améliorer la capacité des ISC des pays visés et rehausser leur efficacité à réaliser des audits de performance.	1) Préparer et mettre en œuvre les stages de 2013-2014 : six stages sur l'audit de performance, un sur l'audit des états financiers et le tout premier stage d'un cadre supérieur.	<i>Fait</i> Organisation réussie des stages : les six stagiaires sur l'audit de performance seront diplômés en mai 2014; le premier stagiaire sur l'audit des états financiers est arrivé en mars 2014 et sera diplômé en août; et un cadre supérieur (Cameroun) a terminé son stage.
	2) Organiser des activités de formation et de mentorat sur l'audit de performance et l'audit environnemental; contribuer notamment à la formation régionale en trois phases de l'AFROSAI-E sur l'audit de performance et sur l'audit environnemental de la région du lac Tchad.	<i>Fait</i> Organisation des cours de formation de la CCAF-FCVI sur l'audit de performance au Cameroun, en Tanzanie et au Vietnam. Nous avons contribué à mettre en œuvre le programme de l'AFROSAI-E en Afrique du Sud (phases 1, 2 et 3) et à Maurice (phase 2) ainsi que le projet du lac Tchad.
	3) Coanimer avec l'AFROSAI-E son programme de perfectionnement en gestion au Ghana.	<i>Fait</i> Organisation du programme de perfectionnement en gestion pour deux groupes de 50 participants chacun. La formation de la CCAF-FCVI sur les compétences en leadership et le travail d'équipe a été mise en œuvre pour deux groupes de 100 participants chacun.
	4) Continuer à fournir une formation et un soutien sur l'examen de l'assurance de la qualité et la mise en œuvre du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI.	<i>Fait</i> Suivi du soutien apporté à l'équipe vietnamienne ayant participé à la formation de l'Initiative de développement de l'INTOSAI sur le cadre de mesure de la performance; soutien sur le contrôle de la qualité apporté au Cameroun dans le cadre du stage du cadre supérieur qui s'est focalisé sur ce thème et a produit un guide pour l'ISC.
3.2 Accroître le leadership des CCP et améliorer leur capacité à examiner les rapports des ISC et à appuyer la mise en œuvre des recommandations connexes.	1) Examiner les stratégies de communication avec les CCP dans les ISC partenaires et essayer de renforcer la communication avec les autres parties prenantes des ISC.	<i>Fait</i> Examen des plans de mission avec les comités de surveillance avec les ISC du Cameroun, du Ghana et de la Tanzanie, et mise en œuvre de deux cours (Ghana et Tanzanie) pour les ISC collaborant avec des comités de surveillance.
	2) Achever de contribuer à la formation sur la trousse à outils de l'AFROSAI-E sur la communication entre l'ISC et le CCP.	<i>Reporté</i> Report de la prochaine phase de la formation sur la communication avec les médias et la mobilisation de la société civile à 2014-2015 par l'AFROSAI-E.
	3) Organiser un atelier d'orientation pour les CCP du Ghana et/ou de la Tanzanie; évaluer notamment les CCP à l'aide du modèle d'évaluation des capacités de la CCAF-FCVI.	<i>Atteinte de la cible révisée</i> Application du modèle d'évaluation des capacités au Ghana et organisation de deux cours : Utilisation de questions efficaces (Tanzanie) et Recommandations et suivi (Ghana), au lieu de l'atelier d'orientation.
	4) Étudier en détail les meilleures solutions pour soutenir la surveillance législative au Cameroun et au Vietnam.	<i>Partiellement fait</i> Discussions sur les plans de soutien à la surveillance au Vietnam avec l'ISC et d'autres partenaires du développement. Un projet sur la surveillance au Cameroun sera étudié en 2014-2015.
3.3 Renforcer la coordination et l'harmonisation des activités, ainsi que le partage du savoir, avec les donateurs, les ISC et les organisations régionales de celles-ci.	1) Continuer à encourager les partenariats Alberta-Vietnam et Québec-Cameroun et inciter d'autres bureaux d'audit canadiens à fournir un soutien aux ISC.	<i>Fait</i> Poursuite des partenariats Alberta-Vietnam et Québec-Cameroun (stages au Canada et cours et mentorat dans les pays); mobilisation du BVG de la Colombie Britannique pour des cours de formation au Ghana et en Tanzanie; mobilisation des BVG de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Ontario, ainsi que d'autres institutions, pour accueillir des stagiaires en visite.
	2) Mettre en œuvre des protocoles d'entente et des plans de travail dans les quatre pays partenaires.	<i>Fait</i> Poursuite de la mise en œuvre des plans de travail conformément aux protocoles d'entente.
	3) Continuer à consolider les relations avec les associations régionales des ISC, l'INTOSAI, et d'autres organismes donateurs.	<i>Fait</i> Consolidation des relations en participant aux assemblées annuelles de l'AFROSAI-E et du CREFIAF, en collaborant à l'élaboration et à l'organisation de formations avec nos partenaires comme l'AFROSAI-E, l'agence allemande d'aide au développement, l'Initiative de développement de l'INTOSAI et la Banque mondiale, et en rencontrant ces organisations, l'ASOSAI, l'ASEANSI et d'autres donateurs pendant des missions à l'étranger.
	4) Mettre à jour la partie internationale du site Web de la CCAF-FCVI afin de tenir compte de la nouvelle entente avec le MAECD (ex-ACDI) et de la structure de programme.	<i>Partiellement fait</i> Mise à jour initiale du site Web effectuée; du contenu sera ajouté en 2014-2015

GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Gérer et cultiver notre capacité avec efficacité

L'objectif stratégique...

Accéder à un financement pluriannuel durable, répondre efficacement aux besoins de ses parties prenantes, et renforcer en permanence sa gouvernance, ses pratiques de gestion et sa reddition de comptes

- 4.1 Assurer avec efficacité et efficience la planification, la gestion, la communication et la reddition de comptes relativement aux activités de la CCAF-FCVI.
- 4.2 Consolider en permanence l'assise des ressources humaines de la CCAF-FCVI.
- 4.3 Consolider en permanence l'assise des ressources financières de la CCAF-FCVI et surveiller la situation au Canada et à l'étranger afin de déceler toute nouvelle possibilité.
- 4.4 Renforcer en permanence les pratiques de gestion et les mesures de contrôle.

RÉALISATIONS DE 2013-2014

4.1 Assurer avec efficacité et efficience la planification, la gestion, la communication et la reddition de comptes relativement aux activités de la CCAF-FCVI...

La CCAF-FCVI est une organisation qui repose sur l'adhésion de membres. Elle met tout en œuvre pour informer en temps opportun ses membres et parties prenantes sur ses plans, ses activités et ses résultats. Voici quelques-unes de nos activités pour l'année écoulée :

- ✦ Sous la direction d'un groupe de travail constitué de dirigeants et de membres du conseil d'administration, nous avons continué à examiner nos documents constitutifs et à en élaborer de nouveaux pour notre **transition en vertu de la nouvelle Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif**. Il s'agit là d'une initiative essentielle étant donné ses incidences sur les documents sur lesquels se fonde la CCAF-FCVI et sur les principes qui régissent son fonctionnement.
- ✦ Nous avons lancé un **processus de planification stratégique**, en commençant par une analyse environnementale, en faisant un bilan avec les membres sortants du conseil d'administration et en organisant une séance de réflexion sur la planification stratégique avec les nouveaux membres du conseil d'administration en février 2014 – autant d'initiatives qui ont contribué à la préparation d'un cadre préliminaire pour les futures activités éventuelles de la CCAF-FCVI. Ce cadre fait l'objet de discussions avec nos membres tandis que nous élaborons et affinons la nouvelle stratégie qui nous mènera à 2020.

- ✦ À partir de 2012, la CCAF-FCVI a adopté une nouvelle approche à l'égard de son processus de **gestion des risques**. Ainsi, la direction, en collaboration avec le Comité d'audit et des finances, a recensé, évalué et classé les principaux risques par ordre de priorité. Notre examen annuel des risques est utilisé dans le processus de planification opérationnelle et stratégique afin que le conseil d'administration soit bien informé sur les risques futurs.
- ✦ **Une communication opportune** est indispensable pour que nos membres soient informés de nos activités. Outre notre rapport annuel aux membres, nous faisons le point, par écrit et en personne, avec nos membres et parties prenantes clés tout au long de l'année afin que ceux-ci restent informés de ce qui se passe à la CCAF-FCVI et de ses activités. Nous envoyons aussi une ou deux fois par mois des communiqués par courriel pour informer nos membres des nouveautés, comme la publication d'un document. Le fait de rester régulièrement en contact avec les personnes et les organisations qui représentent les communautés de la surveillance et de l'audit reste un moyen efficace de communiquer en temps opportun.
- ✦ Notre **site Web** est un portail important qui nous permet d'informer nos membres sur nos activités et qui donne accès à nos produits et services essentiels. Au cours de l'année écoulée, nous avons amélioré les sections consacrées à l'audit de performance et aux programmes internationaux afin de faciliter l'accès de nos membres à nos produits comme *Vigie Audit*, le nouveau *Guide pratique sur l'audit de l'efficience* et des renseignements sur nos ateliers et cours de formation.



- ✦ Nous avons aussi pris des mesures importantes pour améliorer la gouvernance. Le comité sur la gouvernance du conseil d'administration a examiné et revu le mandat de tous les comités du conseil, ce qui débouchera sur l'élaboration d'un nouveau manuel pour les membres du conseil au cours de l'année à venir.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Finaliser la transition vers la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (y compris l'examen juridique) et soumettre les nouveaux statuts et règlements administratifs à l'approbation des membres à l'assemblée extraordinaire de juillet 2014.
- ✦ Continuer et terminer le processus de planification stratégique.
- ✦ Continuer de surveiller et gérer les risques, en mettant particulièrement l'accent sur le plan de financement et la stratégie nouvellement élaborés.
- ✦ Finaliser, surveiller et rendre compte de la stratégie de communication, harmonisée avec le plan de financement et la stratégie nouvellement élaborés.
- ✦ Continuer d'améliorer le site Web afin de rehausser l'expérience et la navigation des utilisateurs en remaniant la conception et la mise en page et en donnant un nouvel aspect aux communications, y compris au rapport annuel et à d'autres produits de la CCAF-FCVI. La CCAF-FCVI étudiera aussi la possibilité d'utiliser les médias sociaux pour communiquer avec ses membres.
- ✦ Terminer l'élaboration de la version révisée du manuel pour les membres du conseil d'administration.
- ✦ Planifier et organiser trois réunions du conseil d'administration et de ses comités au besoin.
- ✦ Préparer le rapport annuel aux membres sous sa nouvelle mouture, qui permet notamment à l'utilisateur d'approfondir son examen grâce à des liens vers des renseignements supplémentaires sur le site Web de la CCAF-FCVI.

4.2 Consolider en permanence l'assise des ressources humaines de la CCAF-FCVI...

La CCAF-FCVI est une petite entité qui repose sur un petit noyau de personnel pour gérer et fournir ses produits et services. Nous avons l'immense chance que les postes clés soient occupés par du personnel détaché par les bureaux membres. L'an dernier, nous avons indiqué que le Bureau du vérificateur général du Canada nous avait généreusement fourni un chercheur – **Pierre Fréchette** – pour appuyer nos activités liées à l'audit de performance et à la surveillance, en plus de **John Reed**, qui dirige l'audit de performance. Nous sommes ravis d'annoncer que les dispositions concernant M. Fréchette ont été prolongées pour un an, jusqu'en 2015.

Outre notre personnel, nous pouvons compter sur une liste d'associés aguerris pour fournir nos produits et services. En leur qualité d'anciens professionnels de haut niveau, leur connaissance et leur expérience de l'audit de performance et de la surveillance du gouvernement garantissent que nos publications, nos cours et nos autres produits sont élaborés et fournis par des professionnels de haut vol. Nous avons réussi à recruter un certain nombre de nouveaux associés pour nous aider dans le cadre de nos programmes nationaux et internationaux.

Pour l'élaboration de notre *Guide pratique sur l'audit de l'efficacité*, nous avons rassemblé des membres de différentes communautés d'auditeurs (auditeurs législatifs, internes, municipaux et du secteur privé) afin que sa préparation soit éclairée par des points de vue variés et dynamiques.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Améliorer les processus de gestion de la performance pour la direction et le personnel.
- ✦ Surveiller la planification de la relève et les besoins en développement des capacités et en perfectionnement professionnel, et y répondre.

4.3 Consolider en permanence l'assise des ressources financières de la CCAF-FCVI et surveiller la situation au Canada et à l'étranger afin de déceler toute nouvelle possibilité...

La CCAF-FCVI dépend beaucoup du soutien financier et « en nature » fourni par ses membres. Nous leur sommes reconnaissants pour ce soutien sans faille et mettons tout en œuvre pour servir au mieux leurs intérêts en retour. Nous savons que pour conserver ce soutien, nous devons élaborer et communiquer nos propositions de valeur et continuer de rechercher l'excellence pour nos produits et services. Avec notre Comité d'audit et des finances, nous préparons une stratégie de financement et les propositions de valeur connexes pour nos membres collectifs. Cette stratégie fournit une feuille de route à suivre pour être encore plus utiles à nos membres. Dans le cadre de notre processus de planification stratégique, elle viendra éclairer considérablement nos consultations avec nos membres.

Le soutien « en nature » de nos membres est indispensable pour nos produits et services, au Canada et à l'étranger. Il nous apporte les intrants essentiels dont nous avons besoin et permet de veiller à ce que nos produits et services répondent aux attentes de nos membres. Les principaux dirigeants de nos communautés membres siègent à nos groupes consultatifs et nos équipes de projet, aident à l'organisation conjointe de nos cours et contribuent à faire rayonner les connaissances et le savoir-faire canadiens dans les pays et les régions en développement par l'intermédiaire de notre programme international d'aide à la surveillance législative. Nous apprécions à sa juste valeur leur généreux soutien et nous les en remercions (voir p. 23-24 pour une liste des membres de nos groupes consultatifs et autres).

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Mettre en œuvre une stratégie de financement concordant avec le nouveau plan stratégique.
- ✦ Affiner les propositions de valeur et préparer une stratégie de protocole d'entente afin de définir les relations avec les parties prenantes et leurs attentes.

4.4 Renforcer en permanence les pratiques de gestion et les mesures de contrôle...

Nous mettons tout en œuvre pour que la CCAF-FCVI fonctionne conformément à des pratiques de saine gestion et des contrôles internes. Comme nous l'avons indiqué précédemment, notre processus annuel d'examen de la gestion des risques permet de recenser les principaux risques et les contrôles requis pour gérer efficacement ceux-ci. Nous prenons des mesures prudentes pour veiller à ce que les biens et les ressources soient protégés et à ce que tous les membres du personnel connaissent parfaitement les politiques qui contribuent à un environnement de contrôle interne solide. Les membres du personnel examinent les politiques et les procédures de notre manuel à l'intention des employés, qu'ils doivent s'engager à respecter au moment où ils entrent à la CCAF-FCVI, et une fois par an ensuite. En outre, ils sont tous tenus d'examiner une fois par an le code de déontologie et la déclaration sur les conflits d'intérêts dans le cadre de l'évaluation annuelle de leur rendement.

Aux termes de son règlement administratif, la CCAF-FCVI doit se soumettre à un audit financier annuel et en publier les résultats dans son rapport annuel aux membres. Cette année encore, elle a reçu une opinion sans réserve du cabinet d'audit Collins Barrow Ottawa s.r.l. Elle est fière de posséder un solide système de contrôles internes et de présentation de l'information financière, qui contribue à la surveillance exercée par son conseil d'administration et à la transparence à l'égard de ses membres.

CIBLES POUR 2014-2015

- ✦ Examiner et revoir, au besoin, le guide à l'intention des employés (politiques et procédures) et obtenir chaque année leur engagement à s'y conformer.
- ✦ Mener à bien le processus d'audit annuel pour 2013-2014.

AUTRES INITIATIVES

En juillet 2013, nous avons annoncé avec fierté la création de la *Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson*. Nous avons l'honneur de présenter le premier récipiendaire de cette bourse – **Joel Crawford** – et nous avons hâte de collaborer avec l'université Carleton pour promouvoir l'audit du secteur public auprès de ses étudiants. À l'avenir, nous continuerons de chercher des moyens de collaborer avec les établissements universitaires afin de mieux faire connaître et apprécier l'audit et la surveillance du secteur public.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS – GESTION D'ENTREPRISE ET DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL – 2013-2014

Résultats prévus	Cibles		Résultats
4.1 Assurer avec efficacité et efficience la planification, la gestion, la communication et la reddition de comptes relativement aux activités de la CCAF-FCVI.	1) Continuer la transition vers la nouvelle <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> .	En cours	Documents relatifs à cette nouvelle Loi approuvés par le Conseil (février 2014).
	2) Lancer le processus de planification stratégique qui doit être terminé fin 2014-2015.	Fait	Processus de planification stratégique dans les temps.
	3) Surveiller les risques et intégrer le processus de gestion des risques dans la planification stratégique et la préparation du rapport annuel.	Fait	Examen annuel de la gestion des risques et évaluation, rapport au conseil d'administration – février 2014. Poursuite de la surveillance permanente.
	4) Élaborer et appliquer une nouvelle stratégie de communication.	En cours	Stratégie de communication en cours d'élaboration et plan complet à être finalisé en 2014-2015.
	5) Mettre à jour et améliorer le site Web et publier régulièrement et en temps opportun des communiqués pour les membres.	Fait	Amélioration et mise à jour de la section du site Web consacrée à l'audit de performance. Mise à jour de la section consacrée aux activités internationales afin de tenir compte du nouveau programme : <ul style="list-style-type: none"> • 13 communiqués publiés pour les membres.
4.2 Consolider en permanence l'assise des ressources humaines de la CCAF-FCVI.	1) Embaucher un chef de file en matière de surveillance afin de gérer le but stratégique relatif à la surveillance.	Pas fait	Satisfaction des besoins dans le domaine de la surveillance en recourant aux associés de la CCAF-FCVI.
	2) Évaluer les besoins en ressources humaines, y compris en ce qui concerne les associés, et les capacités existantes pour s'assurer que des ressources efficaces sont en place.	Fait	Conservation du personnel d'audit de la performance détaché précédemment pour une année de plus. Mise en place du processus modifié d'embauche des associés. Embauche de nouveaux associés.
4.3 Consolider en permanence l'assise des ressources financières de la CCAF-FCVI et surveiller la situation au Canada et à l'étranger afin de déceler toute nouvelle possibilité.	1) Continuer le travail effectué avec le Comité d'audit et des finances afin d'élaborer une stratégie de financement.	En cours	Élaboration de la stratégie de financement et des propositions de valeur – qui contribueront au processus de planification stratégique.
4.4 Renforcer en permanence les pratiques de gestion et les mesures de contrôle.	1) Continuer de renforcer les pratiques de gestion et les mesures de contrôle, notamment en veillant à l'application efficace du cadre de gestion de la qualité pour l'ensemble des projets et publications. Veiller aussi à ce que des pratiques et des contrôles appropriés soient en place pour gérer les risques.	En cours	Réalisation régulière d'un examen annuel des contrôles internes et des politiques et procédures de la CCAF-FCVI.
	2) Effectuer l'audit 2012-2013.	Fait	Audit 2012-2013 effectué. Aucun problème relevé.

REMERCIEMENTS À NOS MEMBRES ET PARTENAIRES

au 31 mars 2014

La CCAF-FCVI tire sa force de sa capacité à rassembler des personnes dévouées issues de toutes ses parties prenantes. Grâce à son conseil d'administration, ses groupes consultatifs et ses équipes de projet, elle réunit des dirigeants éclairés qui contribuent à affiner les produits et services proposés à ses membres. Nous souhaitons remercier toutes les personnes indiquées ci-après pour leur excellent travail.

GRUPE CONSULTATIF SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN AUDIT DE PERFORMANCE

PRÉSIDENT

Paul Lohnes
Président-directeur général
CCAF-FCVI

MEMBRES

Mark Anderson
Directeur principal, Audit de performance
Bureau du vérificateur provincial de la Saskatchewan

Sandra Cohen
Directrice des services d'audit de l'optimisation des ressources
Bureau du vérificateur général du Manitoba

Maureen Debaji
Directrice principale, Audit des systèmes
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

Sheila Dodds

Vérificatrice générale adjointe, Audit de performance
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Louise Dubé
Directrice principale
Bureau du vérificateur général du Canada

Eric Hopper
Directeur, Audit d'optimisation des ressources
Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick

Gary Peall
Sous-vérificateur général
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Lucie Roy
Directrice des affaires stratégiques et des services-conseils en optimisation des ressources
Le Vérificateur général du Québec

Sandra Russell

Sous-vérificatrice générale
Bureau du vérificateur général de Terre-Neuve-et-Labrador

Terry Spicer
Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général de la Nouvelle-Écosse

Barbara Waite
Directrice d'audit
Bureau du vérificateur général de l'Île-du-Prince-Édouard

REPRÉSENTANT DE LA CCAF-FCVI

John Reed
Vice-président, Audit de performance

SECRÉTAIRE

Julien Raynaud
Agent de projets, Audit de performance
CCAF-FCVI

GRUPE CONSULTATIF SUR LA SURVEILLANCE

PRÉSIDENT

Paul Lohnes
Président-directeur général
CCAF-FCVI

DÉPUTÉS

ROB ANDERSON, DÉPUTÉ PROVINCIAL – AIRDRIE
Président, Comité permanent des comptes publics
Assemblée législative de l'Alberta

DAVID CHRISTOPHERSON, DÉPUTÉ FÉDÉRAL – HAMILTON-CENTRE
Président, Comité permanent des comptes publics
Chambre des communes

YVON MARCOUX, DÉPUTÉ PROVINCIAL – VAUDREUIL
Président, Comité de l'Administration publique
Assemblée nationale du Québec (AUJOURD'HUI À LA RETRAITE)

BRUCE RALSTON, DÉPUTÉ PROVINCIAL – SURREY-WHALLEY
Président, Comité permanent des comptes publics
Assemblée législative de la Colombie-Britannique

TRENT WOTHERSPOON, DÉPUTÉ PROVINCIAL – REGINA ROSEMONT
Président, Comité permanent des comptes publics
Assemblée législative de la Saskatchewan

PERSONNEL LÉGISLATIF

CRAIG JAMES
Greffier, Assemblée législative de la Colombie-Britannique;
et directeur général, Conseil canadien des comités des comptes publics

SECRÉTAIRE DU GROUPE

Geoff Dubrow
Associé de la CCAF-FCVI

GRUPE CONSULTATIF SUR LE PROGRAMME INTERNATIONAL

PRÉSIDENT

Paul Lohnes
Président-directeur général
CCAF-FCVI

MEMBRES

Richard Flageole
Associé de la CCAF-FCVI

Malcolm Gaston
Vérificateur général adjoint, Audit de la performance
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Adriel Gionet
Directeur, Relations internationales
Bureau du vérificateur général du Canada

Einar Gorrissen
Directeur général
Initiative de développement d'INTOSAI

Julie Parent
Directrice des services-conseils en optimisation des ressources
Le Vérificateur général du Québec

Hoa Quach
Directeur principal d'audit
Bureau du vérificateur général de l'Alberta

Jocelyne Therrien
Directrice principale
Liaison avec le Parlement et relations internationales
Bureau du vérificateur général du Canada

REPRÉSENTANTS DE LA CCAF-FCVI

Yves Gauthier
Vice-président, Programmes internationaux

Caroline Jorgensen
Directrice, Programmes internationaux

John Reed
Vice-président, Audit de performance

GESTION DE PROJET - MAECD

Kimberly Heuckroth
Conseillère de projet en développement international

Steve Jaltema
Gestionnaire de programme

ÉQUIPE DE PROJET CHARGÉE DU GUIDE SUR L'AUDIT DE L'EFFICACITÉ

Carmen Abela

Vice-présidente principale, conseil d'administration,
Institut des auditeurs internes du Canada

Mark Anderson

Directeur principal, Affaires stratégiques
Bureau du vérificateur provincial de la Saskatchewan

Brian Bost

Associé, Services-conseils – Gestion des risques
KPMG s.r.l.

Yves Denis

Direction générale des affaires stratégiques et des
services-conseils en optimisation des ressources
Le Vérificateur général du Québec

Richard Flageole

Associé, CCAF-FCVI

Malcolm Gaston

Vérificateur général adjoint, Audit de performance
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Shivani Harrypersad

Chargée de projet (intérimaire)
Centre d'excellence en vérification, Division de la
vérification interne de l'Ontario, ministère des Finances

Lenka Jendrusiak

Chef (intérimaire)
Centre d'excellence en vérification, Division de la
vérification interne de l'Ontario, ministère des Finances

Wendy Loschiuk

Vérificatrice générale adjointe
Bureau du vérificateur général du Canada

Neil Maxwell

Vérificateur général adjoint
Bureau du vérificateur général du Canada

Lloyd Mills

Directeur, Audit interne, BMO

Elaine Morash

Associé, CCAF-FCVI

Larry Munroe

Vérificateur général
Municipalité régionale d'Halifax (Nouvelle-Écosse)

Paul Nyquist

Directeur, Audit de performance
Bureau du vérificateur général de la Colombie-Britannique

Dale Shier

Directeur principal
Bureau du vérificateur général du Canada

Gigi Yip

Chef de la vérification
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

PERSONNEL DE LA CCAF-FCVI

Lynne Casiple

Informaticienne et webmestre

Pierre Fréchette

Rechercheur, Audit de performance

Paul Lohnes

Président-directeur général

Julien Raynaud

Agent de projets, Audit de performance

CHEF DE L'ÉQUIPE DE PROJET

John Reed

Vice-président, Audit de performance

ÉQUIPE DE PRODUCTION

Paul Edwards (conception graphique)

Nicole Plamondon (traduction française)

Laurel Hyatt (révision anglaise)

Jennifer Priest and the Envision team (conception Web)

MEMBRES COLLECTIFS ET PARTENAIRES FINANCIERS DE LA CCAF-FCVI

au 31 mars 2014



ALBERTA
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE
ET DU DÉVELOPPEMENT**



**ASSOCIATION DES VÉRIFICATEURS GÉNÉRAUX MUNICIPAUX DU
QUÉBEC (AVGMQ)**



NOUVEAU-BRUNSWICK
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



AUSTRALASIAN COUNCIL OF AUDITORS-GENERAL



NOUVELLE-ÉCOSSE
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



BMO GROUPE FINANCIER



GOVERNEMENT DU NUNAVUT



CANADA
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



ONTARIO
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



COLOMBIE-BRITANNIQUE
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



ONTARIO – MINISTÈRE DES FINANCES



COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA



PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L.



EY



QUÉBEC
LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



SASKATCHEWAN
BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL



KPMG CANADA



TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



LCBO – SERVICES DE VÉRIFICATION INTERNE



GOVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST



MANITOBA – BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

L'ÉQUIPE DE LA CCAF-FCVI

au 31 mars 2014



PAUL LOHNES, CPA, CA
Président-directeur général



EVELINE CALLUPE
*Agente d'administration et de logistique
Programmes internationaux*



BARBARA DUMONT
*Agente de programme, Programmes
internationaux*



YVES GAUTHIER, FCPA, FCA, ICD.D
*Vice-président, Programmes
internationaux*



CAROLINE JORGENSEN
Directrice, Programmes internationaux



JULIEN RAYNAUD
Agent de projets, Audit de performance



CARINE TURAY
Coordonnatrice de l'administration



PIERRE BUSSIÈRE
Agent des finances et d'administration



LYNNE CASIPLE
Informaticienne / Webmestre



PIERRE FRÉCHETTE
Recherchiste, Audit de performance



KATE GERTZ
*Agente de communication, Programmes
internationaux*



JAMES OULTON
Agent des services intégrés



JOHN REED
Vice-président, Audit de performance



NICOLE WICZOREK
*Vice-présidente des opérations et chef
des services financiers*

RAPPORT DE LA DIRECTION

Ce rapport annuel contient les états financiers de la CCAF-FCVI pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant à leur égard.

Le présent rapport de la direction vise à décrire aux membres et parties prenantes la performance financière de la CCAF-FCVI et à partager quelques réflexions sur l'avenir. Il contient les éléments importants, les fluctuations et les changements des politiques pouvant influencer sur la présentation de nos états financiers.

Le conseil d'administration assure la surveillance de ces états financiers par l'intermédiaire du Comité d'audit et des finances, qui compte six membres, dont le président du conseil. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur externe avant l'audit, pendant celui-ci et à la fin du processus. Il se réunit aussi à huis clos pour discuter de l'audit, des politiques et des contrôles internes, de la gestion des risques et de toute question liée aux finances ou à la préparation du rapport. Le Comité recommande au conseil d'administration l'approbation des états financiers audités.

L'auditeur externe, à savoir le cabinet Collins Barrow Ottawa *s.r.l.*, a indiqué au comité qu'il n'existe aucun problème de contrôle interne à signaler et a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la CCAF-FCVI.

Les états financiers de ce rapport ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et audités par le cabinet Collins Barrow conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada.

FINANCEMENT ET REVENUS

La CCAF-FCVI est une organisation qui repose sur l'adhésion de membres et nous continuons d'avoir la chance de disposer d'un financement de base fourni par nos membres collectifs et provenant essentiellement du Bureau du vérificateur général du Canada et des bureaux d'audit provinciaux. Outre les cotisations et les contributions des membres, nous recevons aussi un important soutien en nature des membres de la communauté des auditeurs législatifs et autres, en particulier pour notre programme international.

Nous continuons d'élaborer des programmes et des services qui sont utiles pour nos principaux bailleurs de fonds et cherchons des solutions afin que notre travail serve les autres communautés, qui à leur tour nous fournissent un financement.

Les revenus découlant des **cotisations et des contributions des membres** ont augmenté de 3,6 % au cours de l'année écoulée.

Les revenus générés par les **formations sur l'audit de performance**, qui font l'objet d'une demande cyclique, ont baissé de 37,5 %, entraînant une baisse proportionnelle de 38,3 % des dépenses à cet égard. La nouvelle mouture de nos cours sur l'audit de performance (*Principes de base de l'audit de performance et Formation supérieure*) a été extrêmement bien reçue et nous nous attendons à ce qu'ils fassent l'objet d'une hausse de la demande en 2014-2015.

Pour son programme international, la CCAF-FCVI reçoit actuellement une contribution de 8,8 millions \$ du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) pour la période comprise entre 2012 et 2017. Comme 2013-2014 a été la première année complète couverte par le nouveau programme, les revenus issus du **budget du programme international**, qui comprennent une contribution aux **frais généraux**, ont augmenté de 11,6 % par rapport à l'an dernier. Voici 34 ans que la CCAF-FCVI, en collaboration avec les bureaux canadiens d'audit législatif et d'autres partenaires, mène à bien ce programme financé par le MAECD (nouveau ministère créé par la fusion de l'ACDI et du MAECI). Le programme actuel se concentre sur quatre pays, à savoir le Ghana, la Tanzanie, le Cameroun et le Vietnam, ainsi que sur leur région. Cette année, notre activité a été intense et nous avons lancé de nombreuses initiatives, tant en ce qui concerne les stages au Canada que les programmes proposés dans les pays concernés ou leur région.

DÉPENSES

L'an dernier, les **charges de programmes directes** liées aux **services et programmes d'audit de la performance** ont augmenté de 6,2 % en raison d'un accroissement de l'activité et des produits à livrer. La CCAF-FCVI a la chance de se voir détacher du personnel par le Bureau du vérificateur général du Canada, ce qui a permis l'élaboration de nouveaux outils méthodologiques. Cette année, nous avons conçu et publié le premier d'une série de guides pratiques en matière d'audit afin de fournir à nos membres des outils et des exemples pour faciliter la réalisation des audits de l'efficacité. Nous sommes convaincus que, dans le contexte actuel des finances et de l'audit, les conseils de la CCAF-FCVI sur l'audit de l'efficacité viennent à point nommé pour nos membres. La préparation de ce guide a été éclairée par des membres de la communauté des auditeurs de performance.

Les dépenses consacrées aux **services et programmes en matière de surveillance** ont diminué de 21 %, les différents cycles électoraux ayant engendré une baisse de la demande de la part des CCP pour nos ateliers d'orientation et autres. Ces ateliers et la conférence annuelle conjointe du CCVL et du CCCCPC continuent d'être très appréciés.

Les **frais généraux** ont augmenté de 4,3 % en raison de la hausse des coûts liés à la planification stratégique et aux déplacements des dirigeants.

SITUATION DE L'ACTIF NET

Notre **actif net** de 702 708 \$ au 31 mars 2014 nous met à l'abri contre les éventuels impondérables financiers.

REGARD VERS L'AVENIR

La CCAF-FCVI cherche continuellement à mieux comprendre les besoins de ses membres et parties prenantes, et à mieux les servir. Nous recherchons aussi des occasions de nouer des partenariats avec d'autres organisations afin de tirer le meilleur parti de nos investissements et d'apporter la plus grande valeur ajoutée possible à nos membres.



PAUL LOHNES, CPA, CA

Président-directeur général

Nous continuons d'agir avec prudence, conscients de l'environnement économique et financier actuel qui contraint les entités du secteur public à faire plus de choses avec moins de moyens. Nous collaborons avec notre Comité d'audit et des finances et notre conseil d'administration pour concevoir des stratégies de financement solides visant à accroître le nombre de nos adhérents et à diversifier les types et les sources de financement, au Canada et à l'étranger.

C'est avec enthousiasme que nous travaillerons avec notre conseil d'administration et nos membres à l'élaboration de notre nouveau plan stratégique pour poursuivre sur notre lancée, connaître d'autres réussites et avoir une incidence positive. Nous comptons lancer ce plan début 2015, année du 35^e anniversaire de la CCAF-FCVI!



NICOLE WICZOREK

Vice-présidente des opérations et chef des services financiers



États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

CCAF-FCVI Inc.
États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2014

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
État de la situation financière	3
État des résultats et de l'évolution des actifs nets	4
État des flux de trésorerie	5
Sommaire des principales conventions comptables	6
Notes complémentaires	10

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de la CCAF-FCVI Inc.

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la CCAF-FCVI Inc., qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur les corporations canadiennes*, nous déclarons qu'à notre avis les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Collins Barrow Ottawa s.r.l.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés
le 8 juillet 2014
Ottawa (Ontario)

CCAF-FCVI Inc.
État de la situation financière

31 mars

2014

2013

Actifs

Actifs à court terme

Encaisse (note 1)	1 220 285 \$	651 836 \$
Débiteurs	55 271	28 820
Montants à recevoir de l'État	42 289	36 162
Montants à recevoir du Fonds du Programme international (note 4)	-	381 602
Frais payés d'avance	33 805	16 297
	<u>1 351 650</u>	<u>1 114 717</u>
Immobilisations corporelles (note 2)	<u>11 199</u>	<u>22 397</u>
	<u>1 362 849 \$</u>	<u>1 137 114 \$</u>

Passifs et actifs nets

Passifs à court terme

Créditeurs et charges à payer	439 136 \$	279 810 \$
Apports reportés (note 3)	35 396	43 284
Fonds non dépensés - Programme international (note 4)	185 609	122 433
	<u>660 141</u>	<u>445 527</u>
Actifs nets		
Non-affectés	<u>702 708</u>	<u>691 587</u>
	<u>1 362 849 \$</u>	<u>1 137 114 \$</u>

Approuvé au nom du Conseil :



Administrateur



Administrateur

CCAF-FCVI Inc.

État des résultats et de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice clos le 31 mars	2014	2013
Revenus		
Cotisations et contributions des membres (note 8)	1 113 492 \$	1 074 807 \$
Fonds du Programme international (note 4)	1 975 366	1 769 910
Audit de performance - séances de formation	106 038	169 529
Intérêts	12 237	9 983
Total des revenus	3 207 133	3 024 229
Charges de programmes directes (note 5)		
Audit de performance - programmes et services	421 029	396 631
Audit de performance - séances de formation	90 989	147 398
Surveillance - programmes et services	127 523	161 441
Programme international	1 840 037	1 552 749
	2 479 578	2 258 219
Frais généraux (note 5)		
Gestion d'entreprise	307 973	284 681
Services de soutien et autres	397 263	391 379
Amortissement des immobilisations corporelles	11 198	10 961
	716 434	687 021
Total des charges	3 196 012	2 945 240
Excédent des revenus sur les charges pour l'exercice	11 121	78 989
Actifs nets, au début de l'exercice	691 587	612 598
Actifs nets, à la fin de l'exercice	702 708 \$	691 587 \$

CCAF-FCVI Inc.
État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Excédent des revenus sur les charges pour l'exercice	11 121 \$	78 989 \$
Élément hors caisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	11 198	10 961
	22 319	89 950
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Débiteurs	(26 451)	107 705
Montants à recevoir de l'État	(6 127)	(36 162)
Montants à recevoir du Fonds du Programme international	381 602	(381 602)
Frais payés d'avance	(17 508)	50 307
Créditeurs et charges à payer reliés aux opérations	159 326	(124 726)
Montants à payer à l'État	-	(96 261)
Apports reportés	(7 888)	27 793
Fonds non dépensés - Programme international	63 176	(234 848)
	568 449	(597 844)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(17 818)
Diminution des créditeurs et frais courus liés aux immobilisations corporelles	-	(15 540)
	-	(33 358)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie pour l'exercice		
	568 449	(631 202)
Encaisse, au début de l'exercice	651 836	1 283 038
Encaisse, à la fin de l'exercice	1 220 285 \$	651 836 \$

Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2014

Nature et raison d'être de l'organisation

La CCAF-FCVI Inc. (la « Fondation ») a été créée en 1980 par des lettres patentes déposées aux termes des dispositions de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

La Fondation a pour mission de favoriser la confiance à l'égard du secteur public en renforçant l'efficacité de l'audit de performance et de la surveillance des activités du gouvernement. Elle propose aux auditeurs du secteur public et aux membres des comités de surveillance parlementaire des possibilités en matière de formation, de recherche et de développement des capacités, et elle les aide à collaborer avec les autres agents publics pour la mise en place d'un gouvernement responsable. Ses produits et services sont largement appréciés, cités en exemple et utilisés par les auditeurs, les législateurs et d'autres agents publics, au Canada et à l'étranger.

Une partie importante des activités de la Fondation, ainsi qu'une portion de ses frais généraux, est financée par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (« MAECD »), précédemment l'Agence canadienne de développement international (« ACDI »), comme nous le précisons à la note 4 des présents états financiers. En outre, la Fondation tire d'un seul membre environ 42 % de ses revenus de cotisations et de contributions des membres. Afin de poursuivre ses activités au niveau actuel, elle a besoin de maintenir ces sources de revenus.

La Fondation a été organisée et fonctionne aux fins décrites plus haut; par conséquent, elle n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

Base de présentation

Ces états financiers ont été préparés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, qui font partie des principes comptables généralement reconnus du Canada et qui comprennent les principales conventions comptables suivantes.

Utilisation d'estimations

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants indiqués à l'égard des actifs et passifs et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des charges indiqués pour la période concernée. Bien que ces estimations soient faites par la direction d'après les connaissances qu'elle a des événements actuels, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction revoit régulièrement ses estimations et hypothèses et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ceux-ci sont effectués dans les états portant sur l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les estimations importantes comprennent les hypothèses adoptées pour : estimer la juste valeur initiale des instruments financiers; estimer les montants à recevoir et la possibilité de recouvrement des débiteurs;

Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2014

Utilisation d'estimations
(suite) établir la durée de vie utile et l'amortissement des immobilisations; estimer les provisions pour les charges à payer; estimer les salaires et avantages sociaux alloués aux différents secteurs opérationnels; et estimer le montant des cotisations obtenues et différées en vertu de l'entente de contribution de la Fondation et des autres ententes de financement.

Instruments financiers Les instruments financiers sont des actifs ou passifs financiers qui, en général, représentent pour la Fondation un droit contractuel à recevoir une somme d'argent ou un actif financier d'une autre partie (ou encore l'obligation de verser à une autre partie une somme d'argent ou un actif financier).

Évaluation des instruments financiers

La Fondation évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur à l'exception de certaines transactions avec lien de dépendance le cas échéant.

La Fondation évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent l'encaisse, les débiteurs, les montants à recevoir de l'État et les montants à recevoir du Fonds du Programme international. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent les créditeurs et les charges à payer, les montants à payer à l'État et les fonds non dépensés du Programme international. La Fondation n'a aucun actif financier évalué à la juste valeur.

Perte de valeur d'un actif financier

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une perte de valeur. Le montant de la réduction est comptabilisé dans l'état des résultats. La dépréciation précédemment constatée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, pourvu que l'actif n'excède pas le montant établi avant la constatation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'état des résultats.

Sommaire des principales conventions comptables**31 mars 2014**

Instruments financiers
(suite)*Coûts de transaction des instruments financiers*

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans l'état des résultats portant sur la période au cours de laquelle ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés selon les coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur origine, émission ou prise en charge.

Constatation des produits

La Fondation utilise la méthode des reports pour comptabiliser les contributions. Les contributions grevées d'affectations d'origine externe sont constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont constatées à titre de revenus lorsque ces montants sont reçus, ou elles sont constatées comme débiteurs, si le montant à recevoir est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés avec le passage du temps. Les revenus d'intérêt grevés d'affectations d'origine externe, le cas échéant, sont initialement différés et constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Le montant de la cotisation des membres est établi annuellement. Les cotisations sont constatées à titre de revenus dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les revenus provenant des séances de formation en audit de performance sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Apports en nature

Certains donateurs contribuent du temps et absorbent eux-mêmes certains des coûts relatifs aux activités de la Fondation. Puisqu'il est difficile de déterminer la juste valeur et l'étendue de ces apports en nature, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les présents états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, comprenant les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. L'amortissement des meubles et de l'équipement de bureau est calculé selon la méthode linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire sur la période restante du bail.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus de potentiel à long terme pour la Fondation, la moins-value, soit l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur, est passée en charge. Une moins-value n'est pas récupérée dans un exercice subséquent.

Les immobilisations incorporelles, comprenant les logiciels, sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles ont été acquises.

Sommaire des principales conventions comptables

31 mars 2014

- Coûts de développement** La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites dans la Nature et raison d'être de l'organisation. Le prix d'achat ou les frais d'utilisation de ces articles sont généralement fixés de telle sorte que les coûts directs sont recouverts. Les coûts de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.
- Ventilation des dépenses** Les dépenses de la Fondation sont classées par fonctions dans l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets. Elles sont ventilées entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent et ne sont donc pas considérées comme des dépenses indirectes. La Fondation ne répartit pas ses frais généraux – gestion d'entreprise, services de soutien et autres dépenses – entre ses autres catégories de dépenses.
-

CCAF-FCVI Inc.
Notes complémentaires

31 mars 2014

1. Encaisse

La Fondation possède deux comptes auprès d'une banque à charte canadienne. La majeure partie de l'encaisse est déposée dans son compte de placement affaires, portant intérêt à un taux variable basé sur un accord de taux d'intérêt progressif. Au 31 mars 2014, le solde du compte de placement affaires est de 1 019 167 \$ (2013 - 307 714 \$) avec un taux d'intérêt moyen d'environ 1 % (2013 - taux d'intérêt moyen d'environ 1 %). L'autre compte est un compte caisse portant un taux d'intérêt nominal variable ne dépassant pas le moindre des taux suivants : 0,35 % ou le taux préférentiel de la banque moins 3 % (2013 - le moindre de 0,35 % ou du taux préférentiel de la banque moins 3 %). L'encaisse portant intérêt à un taux nominal, s'il en est, au 31 mars 2014 s'élève à 201 118 \$ (2013 - 344 122 \$).

2. Immobilisations corporelles

	2014			2013		
	Coût	Amor- tissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amor- tissement cumulé	Valeur comptable nette
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	33 358 \$	22 159 \$	11 199 \$	33 358 \$	10 961 \$	22 397 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Fondation n'a radié de ses registres aucun montant pour des immobilisations corporelles complètement amorties (2013 - 40 438 \$).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, la Fondation n'a acquis aucun équipement de bureau (2013 - 17 818 \$).

3. Apports reportés

Les revenus reportés comprennent des cotisations et autres contributions des membres s'appliquant à des exercices subséquents, résumées ci-dessous :

	2014	2013
Cotisations des membres	15 667 \$	18 190 \$
Contributions	19 729	25 094
	35 396 \$	43 284 \$

CCAF-FCVI Inc.
Notes complémentaires

31 mars 2014

4. Fonds du Programme international

La Fondation coordonne un programme conçu pour bâtir les capacités et renforcer l'efficacité dans le domaine de l'audit de performance dans les institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement participants. Toujours dans le cadre de ce programme, elle contribue aussi à l'amélioration du leadership et de la capacité des comités de surveillance parlementaire et au renforcement de la coordination et du partage d'information entre donateurs, les ISC et les associations régionales de celles-ci. En partenariat avec un réseau d'experts canadiens, la Fondation offre des activités de développement des capacités, y compris un programme de bourses d'études permettant un stage de formation dans un bureau d'audit canadien; des ateliers dans les pays participants et leurs régions; et différentes activités ciblées de formation et de mentorat.

Les coûts du Programme international sont financés par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (« MAECD »), précédemment l'Agence canadienne de développement international (« ACDI ») avec des contributions en nature d'experts canadiens provenant du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux participants, de la Fondation, des bureaux d'audit municipaux, ainsi que de la part de parlementaires et de Canadiens. Le MAECD se charge des coûts directs associés au programme et contribue aux frais généraux de la Fondation. L'entente actuelle avec le MAECD est entrée en vigueur le 29 août 2012, et fournit le financement du programme totalisant 8 800 000 \$ au cours de la période se terminant le 31 décembre 2017. Les activités menées dans le cadre de l'ancien programme ont été clôturées le 31 juillet 2012 et un dernier compte rendu a été présenté au MAECD en décembre 2012. Le financement total au titre de l'entente non encore constaté comme un revenu au 31 mars 2014 s'élève à 6 017 467 \$ (2013 - 7 992 833 \$).

Les flux de trésorerie liés au programme sont comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Montants non dépensés, au début de l'exercice	122 433 \$	357 281 \$
Avances du MAECD, incluant les montants à recevoir	2 038 542	1 535 062
	2 160 975	1 892 343
Revenus constatés représentant les dépenses pour l'exercice incluant la contribution aux frais généraux	1 975 366	1 769 910
Montants non dépensés, à la fin de l'exercice	185 609 \$	122 433 \$

CCAF-FCVI Inc.
Notes complémentaires

31 mars 2014

5. Salaires et avantages sociaux

Le montant total des dépenses salariales, incluant les avantages sociaux, pour l'exercice 2014 s'élève à 1 288 720 \$ (2013 - 1 147 224 \$). Ce montant est réparti entre les diverses activités opérationnelles en fonction de l'utilisation des ressources, selon l'estimation de la direction. Les détails sont comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Audit de performance - programmes et services	270 707 \$	283 008 \$
Audit de performance - séances de formation	2 580	17 100
Surveillance - programmes et services	58 010	72 347
Programme international	547 096	378 171
Gestion d'entreprise	187 255	188 641
Services de soutien et autres	223 072	207 957
	<u>1 288 720 \$</u>	<u>1 147 224 \$</u>

6. Obligations contractuelles

Le contrat de location de la Fondation pour ses bureaux vient à échéance le 28 février 2016. Le bail comprend les engagements financiers annuels suivants :

2015	89 585 \$
2016	<u>83 622</u>
	<u>173 207 \$</u>

De plus, dans le cadre de son Programme international, la Fondation a des loyers et des charges locatives à payer. Les baux négociés entrent en vigueur le 1er mars 2014 et se terminent le 28 février 2015, après quoi la location se fait au mois. L'engagement financier pour l'exercice 2014 - 2015 s'élève à 27 375 \$.

7. Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque

La Fondation est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de la Fondation au 31 mars 2014.

Dans le cadre de ses activités, la Fondation ne recourt aucunement aux activités de couverture et ne possède ou n'utilise aucun instrument financier dérivé aux fins de négociations ou de transactions commerciales.

31 mars 2014

7. Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque (suite)

Risque de liquidité

Par risque de liquidité, on entend le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers. L'exposition de la Fondation à ce risque concerne notamment ses créiteurs et charges à payer, les montants à payer à l'État, et sa capacité à mener les activités visées par ses apports reportés et les fonds non dépensés du Programme international.

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'exposition de la Fondation à ce risque concerne notamment ses comptes débiteurs. Bien que considéré comme non significatif, ce risque de crédit existe également en ce qui concerne l'encaisse de la Fondation. L'encaisse est définie à la note 1 afférente aux présents états financiers.

Risque de marché

Par risque de marché, on entend le risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier attribuable aux fluctuations du cours du change, à l'évolution des taux d'intérêt ou encore aux variations des prix ou des cours sur les marchés. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'exposition de la Fondation se situe notamment au niveau du risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Par risque de change, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison d'une variation des cours du change sur les marchés. Les instruments financiers de la Fondation sont en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée au risque de change. Cependant, la Fondation engage des dépenses en devises étrangères dans le cadre de ses activités internationales et de ce fait elle est exposée aux variations des cours des devises étrangères.

Risque de taux d'intérêt

Par risque de taux d'intérêt, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. La Fondation est exposée au risque de taux d'intérêt par des instruments financiers à taux d'intérêt fixes et variables. Comme elle ne détient aucun instrument financier à taux fixe, elle n'est pas assujettie à un risque de juste valeur. Par contre, elle détient des instruments financiers à taux variables, soit l'encaisse, comme nous l'indiquons à la note 1 afférente aux présents états financiers; la Fondation est donc exposée à un risque de flux de trésorerie.

31 mars 2014

7. Risques liés aux instruments financiers et concentrations de risque (suite)

Risque de prix autre

Par risque de prix autre, on entend le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché (autres que les celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou encore par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Fondation n'est pas exposée au risque de prix autre.

Évolution des risques

Par rapport à l'exercice financier terminé le 31 mars 2013, il n'y a eu aucun changement important dans les risques et concentrations auxquels est exposée la Fondation.

8. Chiffres de l'exercice précédent

Dans l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets, certains des chiffres concernant les revenus de l'exercice 2013 ont été reclassés afin de se conformer à la nouvelle présentation adoptée pour les états financiers de l'exercice 2014.
